

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La Suisse – un modèle d'Etat-nation à succès

Trouver le terrain d'entente le plus large possible
dans le combat défensif contre les centralistes du monde

par Reinhard Koradi

L'indépendance et le droit à l'autodétermination des Etats-nations sont soumis à de grandes pressions. Dans ce contexte, les gouvernements nationaux jouent souvent un rôle diffus lorsqu'il s'agit de se défendre contre les ingérences dans le domaine des droits de souveraineté nationaux. Il incombe donc de plus en plus aux citoyens de défendre la liberté et la souveraineté de leurs patries. Le défi central, qui consiste à renforcer l'Etat par des moyens démocratiques, demande une cohésion intérieure entre les citoyens. On peut tout à fait se différencier dans les valeurs politiques et idéelles, mais quand il s'agit de l'unité nationale, ce ne sont que l'union dans la cause et l'action commune qui comptent.

La Suisse se retrouve également dans le collimateur des centralistes mondiaux – probablement parce qu'elle incite à l'imitation en tant qu'Etat-nation qui a fait ses preuves. Outre les attaques verbales, l'étranger a recours à des moyens de pression très sérieux pour soumettre la Suisse à sa volonté. Dans le cadre des litiges fiscaux et des Accords bilatéraux avec l'UE, notre pays est littéralement soumis au chantage. Ainsi, les places financière et industrielle suisses sont exposées à une réelle guerre économique.

Apparemment les forces ennemies de la Suisse espèrent que lorsque les piliers économiques seront affaiblis, les autres piliers de l'œuvre d'art politique qu'est la Suisse commencent à vaciller.

Outre les agresseurs européens, les Etats-Unis y participent également avec force. En analysant la situation actuelle et future de la Suisse dans le contexte international, il est évident que nous resterons encore un certain temps dans la ligne de mire. Au sein de toutes les couches de la population, il faut absolument renouveler la «défense nationale spirituelle» tombée dans l'oubli.

L'Etat-nation, un trouble-fête

Dans notre monde d'aujourd'hui, toute structure fine et autonome empêche la mainmise sur la liberté et l'autodétermination par les centres de pouvoir agissant au niveau mondial. Au cours des décennies passées, nous avons accepté presque tacitement la concen-

tration du pouvoir aux dépens de la souveraineté de nos Etats-nation. Dans les discussions parlementaires, on parle de «couleuvres qu'il faut avaler». Mais pourquoi donc, étant donné que la couleuvre a si mauvais goût?

Sous le couvert de la mondialisation, c'est une dictature de l'aristocratie financière réellement perverse qui se répand dans le monde entier. Il n'existe plus guère de domaines de la vie qui ne sont pas soumis au principe de l'«augmentation de l'efficacité pour augmenter les revenus».

Le primat de l'économie règne déjà dans le service public (approvisionnement de base), dans l'enseignement et la santé publique ou même dans les institutions politiques à l'instar des communes. Les mots clés sont privatisation, outsourcing, développement organisationnel, New Public Management, fusions etc. Ce qui est également inquiétant, ce sont les innombrables personnes qui s'activent dans les mairies, dans les administrations cantonales et au sein de la Berne fédérale en tant que Change-Manager ou conseillers en communication. Ils n'engrangent pas seulement d'énormes honoraires aux dépens du contribuable, mais ils sapent trop souvent, en tant que troyens, les institutions étatiques qui, pour la plupart, fonctionnent parfaitement.

Tout observateur rigoureux s'aperçoit de plus en plus que toutes ces innovations n'apportent de loin pas les profits matériels promis, mais qu'elles servent à déstructurer les valeurs qui ont fait leurs preuves ainsi que les acquis politiques et culturels. Elles s'attaquent aux piliers de la perception que nous avons de nous-mêmes, accélèrent les réformes qui servent en fin de compte de catalyseur pour renforcer la commercialisation et la centralisation au sein de notre communauté.

Les victimes de cette tyrannie commerciale sont notamment l'autodétermination, la solidarité, l'entraide, la cohésion interne, mais aussi toute égalité de chances sincère. L'œuvre d'art politique que représente la Suisse menace de se désintégrer sous l'influence totale de l'argent. L'économie (financière) règne et décide de tout. Mais il faut redéfinir la notion de l'économie. Il y a belle lurette que l'économie a transformé son but primaire – de créer des valeurs

– en une augmentation du pouvoir pour mieux pouvoir imposer ses intérêts en faveur des riches. L'économie productive (réelle) créant des valeurs est de plus en plus supplantée par une économie de casino. Celle-ci abuse de l'espace économique illimité, qui est pour ainsi dire une zone de non-droit, pour des spéculations toujours plus éhontées ce qui produit une profonde transformation des valeurs. La tromperie consciente, les informations erronées et les pratiques commerciales qui ne s'occupent que de leurs propres bénéfices (ce qui revient à une cumulation du pouvoir) ont transformé le monde de l'économie avec de lourdes conséquences. Dans un ordre mondial composé d'Etats-nations souverains et forts, cette rupture des valeurs n'aurait pas pu se faire aussi facilement. Dans ce contexte, les organisations internationales (OMC, FMI, Banque mondiale, OCDE etc.) doivent sérieusement se demander jusqu'à quel point ils ont préparé le terrain et soutenu les chevaliers pillards de la haute finance dans leurs activités détestables. Le rôle des médias n'est pas moins douteux – ils manipulent au pas cadencé l'opinion publique tout en ayant abandonné depuis longtemps leur devoir de participer honnêtement à la formation de la volonté démocratique.

Il faut mettre un terme aux excès financiers et aux agissements immoraux des spéculateurs. Ils sont la cause des crises, ils augmentent la pauvreté et la faim, détruisent les richesses nationales et de cette manière l'économie nationale de pays entiers. Un renouvellement de l'Etat-nation, qui impose et défend ses droits de souveraineté contre vent et marée, s'impose pour plusieurs raisons. Il s'agit là de la question fondamentale de savoir comment nous (chaque Etat pour soi) voulons régler notre vivre-ensemble. Dans ce contexte, il faut inclure l'exigence d'installer une économie nationale qui est partie intégrante de la société et qui crée des valeurs solides pour les êtres humains et pour favoriser le bien commun.

Les Etats-nations souverains sont un bastion contre le règne mondial du capital

La clé du règne mondial du capital s'est trouvée et se trouve toujours dans la dissolution des Etats-nations souverains. Suite à la perte

de la souveraineté de l'Etat-nation, les êtres humains perdent eux aussi leur indépendance et leur droit à l'autodétermination. La déresponsabilisation des hommes par des structures de pouvoir centralistes a atteint ces dernières années une ampleur insupportable. Et celui qui croit aujourd'hui encore qu'il n'est pas massivement influencé par les centrales du pouvoir de la haute finance est victime d'une perception trompeuse de la transformation permanente de l'ordre mondial et des valeurs. Vu la revendication du pouvoir des forces centralistes, les peuples doivent s'y opposer et revendiquer leur droit naturel à l'autodétermination. L'Etat-nation doit être renforcé de manière à ce qu'il puisse servir de bastion pour limiter les possibilités d'accès d'une petite élite insatiable aux ressources naturelles, aux voies de circulation et de transports de marchandises, et ainsi aussi aux êtres humains.

Briser le centralisme à l'aide du sens de responsabilité

La liberté a son prix. Il n'y a pas d'indépendance sans engagement personnel et sans sens de responsabilité. Celui qui n'est pas prêt à s'engager personnellement et qui préfère déléguer ses responsabilités, que ce soit à l'UE ou aux organisations internationales (OTAN, OMC, FMI, Banque mondiale, OCDE), perd son droit à l'indépendance. En négligeant le maintien d'une armée opérationnelle, en abandonnant sa propre monnaie nationale, en acceptant la jurisprudence étrangère dans son pays et en suivant aveuglément les programmes interétatiques (*Bologne, Pisa etc.*) ces organisations obtiennent l'accès à des mécanismes intérieurs de contrôle et de contrainte. Le manque de courage pour défendre les intérêts légitimes du pays dans le cadre de litiges internationaux est interprété par la partie adverse comme invitation à s'ingérer dans les affaires intérieures et de les exploiter sans gêne.

Le temps est venu pour que les gens se réunissent et prennent au sérieux leur devoir de participer au bien commun. Dans ce contexte, il existe dans nos sociétés déjà un grand nombre d'initiatives individuelles

Suite page 2

Les citoyens élisent leurs représentants – Bruxelles décide

par Lukas Reimann, conseiller national, St-Gall

Nos voisins tiennent fermement à *Angela Merkel*. Ils nous épargnent un arrogant chancelier *Steinbrück* et des attaques perpétuelles contre la Suisse. La cavalerie est tombée – avec le deuxième plus mauvais résultat de l'histoire du SPD. L'orgueil devance la chute. Mais quelle importance avait donc ces élections? Au Bundestag, on ne décide plus grand-chose.

Des 23 167 lois et décrets qui ont été votés entre 1998 à 2004 et qui sont en vigueur en Allemagne, presque 19 000 émanent de Bruxelles, selon un récapitulatif du ministère de la Justice réalisé à la demande de la CSU. Le Bundestag n'a, au cours de la même période, adopté que 4250 projets de lois. Le nombre des décrets venant de l'UE a passé de 84% à actuellement 90%. Cela démontre de façon évidente qui est réellement responsable de l'énorme quantité de lois et de bureaucratie qu'on déplore souvent. Le problème est créé à Bruxelles. C'est en totale contradiction avec une démocratie transparente. L'Allemagne élit ses représentants, mais les décisions sont prises à Bruxelles. La centralisation incongrue du pouvoir décisionnel pro-

gresse. L'ancien président de la République fédérale *Roman Herzog* et *Lüder Gerken*, directeur du *Centre de Politique européenne* («Centrum für europäische Politik»), ont mis les points sur les i dans un article très remarqué intitulé «L'Europe nous retire le pouvoir, ainsi qu'à nos parlementaires»: «Les structures institutionnelles de l'UE souffrent d'un déficit de démocratie grave et de la suppression de la séparation des pouvoirs dans les faits.»

Il est évident qu'en tant que petit Etat, la Suisse n'aurait qu'une influence minimale sur la législation européenne.

En outre, il faut prendre en compte les décisions obligatoires de la *Cour de justice*. Dans ses décisions sur les questions de compétences, elle décide systématiquement en faveur de la compétence de l'UE. Le droit européen est – pour reprendre les termes du Tribunal constitutionnel fédéral – prioritaire «dans le sens de la plus grande exploitation possible des compétences communautaires». Le Traité de l'UE oblige les tribunaux de contribuer à la «réalisation d'une Union toujours plus étroite».

En Suisse, la répartition des tâches entre l'Etat et les cantons est clairement définie par la Constitution fédérale. Il manque un catalogue des compétences similaire entre l'UE et ses Etats membres. Ainsi, l'UE décide actuellement de presque tous les domaines de la société – de façon inefficace, opaque et antidémocratique.

Maintenant les politiciens allemands pourraient objecter qu'en tant que grande puissance l'Allemagne peut néanmoins participer à certaines décisions bruxelloises. Ce qui est peut-être vrai pour ce pays ne l'est certainement pas pour la Suisse. En tant que petit Etat, nous n'aurions qu'une influence minimale sur la législation européenne. En raison de la démocratie directe et des votations populaires contraignantes, on ne pourrait pas retirer le pouvoir aux politiciens nationaux au profit des politiciens européens. Mais on retirerait le pouvoir au peuple! Dégradé au statut de spectateur, on ne pourrait plus appliquer les 90% des votations populaires, ou si elles avaient quand-même lieu, elles seraient non contraignantes, étant donné que le droit européen serait placé au-dessus des votations populaires.

Pour ces raisons, le mandat de négociations avec l'Union européenne dans le domaine institutionnel adopté par le Conseil fédéral est dangereux et doit être refusé. Il faut empêcher à tout prix qu'à l'avenir, la Suisse adopte automatiquement le droit européen ou se soumette à la Cour de justice de l'Union européenne.

Le renoncement à notre jurisprudence indépendante restreint énormément la souveraineté et la démocratie directe au sein de notre pays. L'instance de justice suprême serait alors l'Union européenne. La Suisse n'a pas besoin de liens institutionnels avec l'UE. Tout au contraire: elle doit sa position de liberté et sa bonne situation économique uniquement à ses piliers d'Etat indépendant.

(Traduction *Horizons et débats*)



Lukas Reimann (photo thk)

Déclaration du forum de l'Afrique sur la situation en Syrie*

Forum des anciens chefs d'Etat et de Gouvernement africains, Pretoria, le 5 septembre 2013

Début septembre, le Forum de l'Afrique des anciens chefs d'Etat et de Gouvernement africains s'est adressé au monde en proposant des réflexions fondamentales pour terminer la guerre qui sévit en Syrie: un «Non» définitif à la guerre et pas seulement en Syrie; mettre fin à l'aspiration hégémonique de l'Occident; trouver une solution au conflit syrien par des moyens paisibles et sur le fondement de la Charte des Nations Unies en tant que condition pour une vie en commun digne et civilisée au XXI^e siècle.

Les voix venant du continent africain représentent pour le monde entier le besoin humain fondamental de plus de solidarité. Il est temps d'écouter ces voix, de les prendre au sérieux et d'en tirer les conséquences dans nos pays occidentaux.

Nous, membres du Forum des anciens chefs d'Etat et de Gouvernement africains, habituellement appelé «Africa Forum» (AF), avons été profondément préoccupés par la longue guerre civile en Syrie, qui maintenant fait rage depuis deux ans et demi.

Depuis le début, il a été de notre compréhension que ce conflit était provoqué par des différents sérieux parmi le peuple syrien à propos de la Constitution et du système politique de leur pays. C'était aussi notre compréhension de ce que les causes fondamentales de ce conflit étaient et restent essentiellement politiques. En conséquence, sa solution devrait être politique, et non militaire. Dans ce contexte, nous avons donc été d'avis que les belligérants syriens doivent entreprendre d'urgence des négociations sans exclusions pour mettre fin à la guerre civile par un processus pacifique.

Par conséquent, la communauté internationale a eu la responsabilité solennelle d'encourager et d'aider tous les Syriens à s'engager dans ces négociations sans exclusions. A cet égard, en tant qu'Africains, nous avons été prêts à donner tout l'appui nécessaire aux deux éminentes personnalités africaines, Kofi Annan et Lakhdar Brahimi, qui ont reçu la lourde responsabilité de faciliter un règlement pacifique du conflit syrien.

Par conséquent, nous soutenons la position fondamentale adoptée par les principaux acteurs du monde préoccupés par la Syrie, en faveur d'une résolution pacifique du conflit syrien, comme en témoignent le Communiqué final du 6 juin 2012 de la Conférence de Genève sur la Syrie.

En conséquence, nous avons été et sommes opposés à toutes les interventions internationales qui ont jeté de l'huile sur le feu ou en jetteraient, en armant certains ou tous les belligérants syriens.

C'est avec avec horreur que nous avons reçu l'information suivant laquelle des armes chimiques ont été utilisées dans ce conflit, et nous condamnons fermement ces faits.

* La déclaration de l'«Africa Forum» a été rédigée avant la Résolution du Conseil de sécurité du 27 septembre 2013 (S/RES/2118 (2013)).

Nous sommes donc convaincus que tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), sans exception, doivent faire confiance aux Nations Unies pour établir la vérité, par tous les moyens, en tenant compte de tous les aspects importants.

Il s'agit de savoir si et quelles armes chimiques ont été utilisées, où et quand, et qui les a utilisées.

En tant qu'Africains, nous restons pleinement conscients de la fabrication de campagnes de désinformation dans lesquelles les grandes puissances sont engagées, entre autres en utilisant les chaînes d'information mondiales, pour propager des mensonges aux fins de justifier les interventions armées en Irak et en Libye.

La seule réponse correcte, même à l'utilisation d'armes chimiques, n'est pas d'encore intensifier la violence du conflit, mais d'intensifier et accélérer radicalement les efforts vers une résolution pacifique négociée de la guerre civile syrienne.

Par conséquent, en tant qu'Africains, nous demandons instamment à tous les Etats membres de l'ONU, encore une fois, sans exception, de s'abstenir de toute action militaire en Syrie de toute nature, y compris en avançant l'utilisation présumée d'armes chimiques par le gouvernement syrien comme justification d'une telle action.

La résolution rapide et correcte du conflit en Syrie exige l'exercice de qualités d'homme d'Etat courageuses et brillantes, sans égard pour les intérêts personnels et nationaux à court terme de certains politiciens dans nos différents pays.

Nous demandons instamment qu'aucune puissance étrangère que ce soit, ne s'insère dans la guerre civile syrienne immensément destructrice en tant que belligérant, même en se basant sur le fait qu'elle cherche à décourager l'utilisation d'armes chimiques.

Tous ceux qui aujourd'hui veulent jouer un rôle d'homme d'Etat sur la scène mondiale doivent comprendre ce qui a motivé les hommes d'Etat de l'époque, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à insister sur la mise en place d'institutions internationales, de processus et de droits pour aider à assurer la résolution pacifique des conflits au sein et entre les pays. Cette insistance des puissances alliées contre le nazisme a entraîné, entre autres, l'adoption de la Charte des Nations Unies, qui est un élément fondamental et inaliénable du droit international contemporain.

Pour notre part, en tant qu'Africains, nous sommes directement intéressés par un système de relations internationales régi par le droit plutôt que par un système arbitraire, imposé au monde par ceux qui exercent leur puissance par des moyens militaires et autres. Pour cette raison, nous insistons sur le fait que toute action qui nie dans les faits la Charte des Nations Unies serait une régression historique qui mènerait toute l'humanité en arrière vers un passé inacceptable, répu-

diant ainsi le droit inaliénable de tous les peuples à déterminer leur destin.

Le droit international part de l'idée et définit pour norme que les conflits au sein ou entre les Etats doivent être résolus pacifiquement, plutôt que par le recours à la force. Nous appuyons fortement l'idée que, principalement, le droit international interdit que tout Etat intervienne dans tout autre Etat pour encourager le renversement violent du gouvernement du moment. Ce droit international régit également toutes les interventions qui seraient déclarées faites pour se décharger de la soi-disant «responsabilité de protéger» les populations victimes de violations inacceptables des droits humains par leurs propres gouvernements.

En accord avec tout ce qui précède, nous sommes convaincus que la communauté internationale a l'obligation solennelle de faire tout son possible pour aider à mettre fin au conflit syrien par des moyens pacifiques.

Nous demandons instamment que tous les gouvernements africains, et tous les autres gouvernements à travers le monde, travaillant avec les Nations Unies, agissent de toute urgence pour aider à atteindre cet objectif, dans l'intérêt fondamental des peuples de Syrie et du reste du monde.

Notre espoir et notre attente sont que toutes les organisations multilatérales compétentes, y compris l'Union africaine (UA), s'acquittent, enfin, sous la direction de l'ONU, de leurs responsabilités efficacement et de manière fiable pour représenter le point de vue des peuples du monde en faveur de la paix, refusant de se laisser intimider par ceux qui exercent une inéquitable puissance politique globale, militaire ou autre.

Signé par:

Membres de l'«Africa Forum»

- SE Nicephore Dieudonne Soglo, ancien Président de la République du Bénin et Vice-Président de l'«Africa Forum»
- SE Sir Quett Ketumile Joni Masire, ancien Président de la République du Botswana
- SE Festus Gontebanye Mogae, ancien Président de la République du Botswana
- SE Pierre Buyoya, ancien Président de la République du Burundi
- SE António Manuel Mascarenhas Gomes Monteiro, ancien Président de la République du Cap Vert
- SE Pedro de Verona Rodrigues Pires, ancien Président de la République du Cap Vert
- SE Sir Dawda Kairaba Jawara, ancien Président de la République de Gambie
- SE Ft Lt Jerry John Rawlings, ancien Président de la République du Ghana
- SE John Kofi Agyekum Kufuor, ancien Président de la République du Ghana
- SE Enrique Pereira Rosa, ancien Président de la République de Guinée-Bissau
- SE Daniel Toroitich Arap Moi, ancien Président de la République du Kenya
- SE Emilio Mwai Kibaki, ancien Président de la République du Kenya
- SE Prof Amos Claudius Sawyer, ancien Président de la République de Libéria
- SE Dr Elson Bakili Muluzi, ancien Président de la République du Malawi

- SE Alpha Oumar Konaré, ancien Président de la République du Mali
- SE Cassam Uteem, ancien Président de la République de l'Ile Maurice
- SE Karl Auguste Offmann, ancien Président de la République de l'Ile Maurice
- SE Joaquim Alberto Chissano, ancien Président de la République du Mozambique et Président de l'«Africa Forum»
- SE Samuel Daniel Shafiqhuna Nujoma, ancien Président de la République de Namibie
- SE Alhaji Shehu Usman Aliyu Shagari, ancien Président de la République fédérale du Nigeria
- SE Dr Abdul Salam Abubakar, ancien Président de la République fédérale du Nigeria
- SE Matthew Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigeria
- SE Gen Dr Yakubu Jack Dan-Yumma Gowon, ancien Président de la République fédérale du Nigeria
- SE Miguel Dos Anjos Trovoada, ancien Président de la République de São Tomé et Príncipe
- SE Fradique Bandeira Melo de Menezes, ancien Président de la République de São Tomé et Príncipe
- SE Alhaji Almad Tejan Kabbah, ancien Président de la République du Sierra Leone
- SE Nelson Rolihlahla Dalibhunga Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud et sponsor [EN: Patron] de l'«Africa Forum»
- SE Thabo Mbeki, ancien Président de la République d'Afrique du Sud
- SE Sadiq Al Mahdi, ancien Président de la République du Soudan
- SE Benjamin William Mkapa, ancien Président de la République de Tanzanie
- SE Ali Hassan Mwinyi, ancien Président de la République de Tanzanie
- SE Dr Kenneth David Kaunda, ancien Président de la République de Zambie
- SE Rupiah Bwezani Banda, ancien Président de la République de Zambie**
- SE William Eteki Mboumoua, ancien Secrétaire général de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA)
- SE Dr Boutros Boutros Ghali, ancien Secrétaire général des Nations Unies (ONU)
- SE Kofi Atta Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies (ONU)
- SE Prof Adedeji Adebayo, ancien Sous-Secrétaire des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)
- SE Chief Eleazar Chukwu Anyaoku, ancien Secrétaire général du Commonwealth
- SE Dr Babacar N'Diaye, ancien Président de la Banque Africaine de Développement (AfDB)
- SE Dr Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA)
- SE Edem Kodjo, ancien Premier Ministre de la République du Togo et ancien Secrétaire général de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA)
- SE Abdoullie Janneh, ancien Secrétaire Exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)
- SE Jean Ping, ancien Président de la Commission de l'Union Africaine (AU)

** Pas encore confirmé par l'Assemblée générale

Executive Secretariat: 7th Floor Metro Park Building, 351 Fancis Baard Street, Pretoria P. O. Box 6541, Pretoria 0001, Republic of South Africa
Tel: +27 12 354 8073/8048 Fax: +27 12 354 8163 E-mail: webmaster@afriForum.org

Source: www.michelcollon.info/Declaration-du-forum-de-l-Afrique.html?lang=fr

«La Suisse – un modèle ...»

suite de la page 1

précieuses. Regroupées – selon la devise ensemble nous sommes forts – elles contribueront à de nouvelles formes de vie décentralisées. Il est nécessaire de sauvegarder la variété, d'encourager la «biodiversité» des idées et des actions, le but étant de promouvoir ensemble l'unité et le bien commun. Il est donc nécessaire que les citoyens rompent le silence et corrigent activement les dysfonctionnements et les développements erronés. Pour cela, nous avons la chance de pouvoir utiliser les moyens démocratiques que sont les élections, les votations, les référendums et les initiatives populaires.

Lorsque le Conseil fédéral et certains parlementaires foulent du pied la Constitution fédérale et croient pouvoir l'ignorer dans le cadre de leurs actions politiques, c'est le peuple, en tant qu'instance suprême, qui est appelé à se manifester. Les thèmes sont sur la table. Ce qu'il nous faut, c'est du courage civique et la représentation de nos intérêts lors des négociations internationales et interrétatiques à l'aide de personnes mandatées suisses compétentes et solides.

Il en va de notre liberté, de notre indépendance et de nos droits populaires ainsi que de la capacité de défendre les frontières du pays avec une armée opérationnelle afin de contribuer au maintien de la paix. Nous devons poursuivre une politique énergétique qui assure un approvisionnement diversifié, sûr, économique, suffisant et respectueux de l'environnement. En outre, il faut garantir l'approvisionnement du pays en biens et en services vitaux en cas de pressions étrangères, de menaces de guerre et de pénuries graves. Pour cela, il nous faut une agriculture capable de couvrir un degré élevé d'autosuffisance et une gestion soignée des ressources naturelles. L'espace et la nature doivent être préservés afin de pouvoir garantir une base de vie suffisante aux générations futures. La formation, l'éducation, et la transmission des valeurs en font aussi partie et doivent être accompagnées de la protection de la vie avec toutes les activités correspondantes, notamment dans le domaine de la santé publique.

Que pouvons-nous faire?

Une comparaison de ce cahier de charges incomplet, tiré de la Constitution fédérale avec le travail politique effectué par le

Conseil fédéral, le Parlement et l'Administration fédérale démontre des lacunes considérables que nous, en tant que citoyens, n'avons pas le droit d'accepter tel quel. Il faut exiger des retouches fondamentales. Et si quelqu'un refuse d'apporter les améliorations nécessaires, il devra forcément déposer son mandat.

Et en ce qui concerne notre économie, nous pouvons, comme tous les autres peuples aussi, réfléchir sérieusement à instaurer une économie parallèle à l'économie néolibérale. Il ne s'agit pas de créer une situation de concurrence, mais tout simplement de créer des activités économiques pour assurer la subsistance des gens: en font partie les produits alimentaires, les vêtements, le logement et les activités commerciales qui y sont liées. A l'aide de structures d'approvisionnement locales et régionales, les pénuries d'approvisionnement et le chômage peuvent être surmontés par les prestations propres, l'auto-responsabilité et l'entraide, si nécessaire sur les bases du principe coopératif.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Scénario de guerre 2013*

par Franz Betschon, ancien colonel de l'Etat-major



Franz Betschon
(photo thk)

A une époque où la Suisse possède une armée au niveau le plus faible depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, les signes annonçant une grande guerre se multiplient dans le monde entier. Le livre intitulé «Mut zur Kursänderung – Schweizerische

Sicherheitspolitik am Wendepunkt» (ISBN 978-3-033-03917-9) et publié par le groupe Giardino présente ces faits. Mais celui qui pensait pouvoir éveiller les consciences s'est trompé. Bien qu'on ait loué ce livre, on l'a en même temps qualifié d'«exercice de style» intéressant des auteurs. Cette formulation correspond tout à fait à l'entreprise DEVA (Développement de l'armée) qui au temps du plus grand danger – et de sérieuses discussions sur la nécessité de l'obligation générale de servir – veut entreprendre une procédure de révision de l'armée en vue de la transformer et de la réduire de façon considérable.

La réalité géopolitique et la planification suisse

Cela pourrait avoir un lien avec le fait que les planificateurs de l'armée suisse pensent toujours encore dans des catégories dont l'idéal est que tout ennemi émanerait de notre voisinage européen. Etant donné que nous sommes actuellement «encerclés par des amis», les réflexions géopolitiques se limitent au point où elles ne s'opposent pas aux désirs propres. C'est pourquoi nous voulons encore une fois lister tous les événements récents et tenter d'illustrer les liens transversaux afin que le public voie enfin s'allumer les lampes-témoins rouges. Ce ne sont plus des spéculations, ce sont des événements que le citoyen peut constater par lui-même. Nous rendrons aussi attentif aux planifications concrètes de certains gros acteurs militaires.

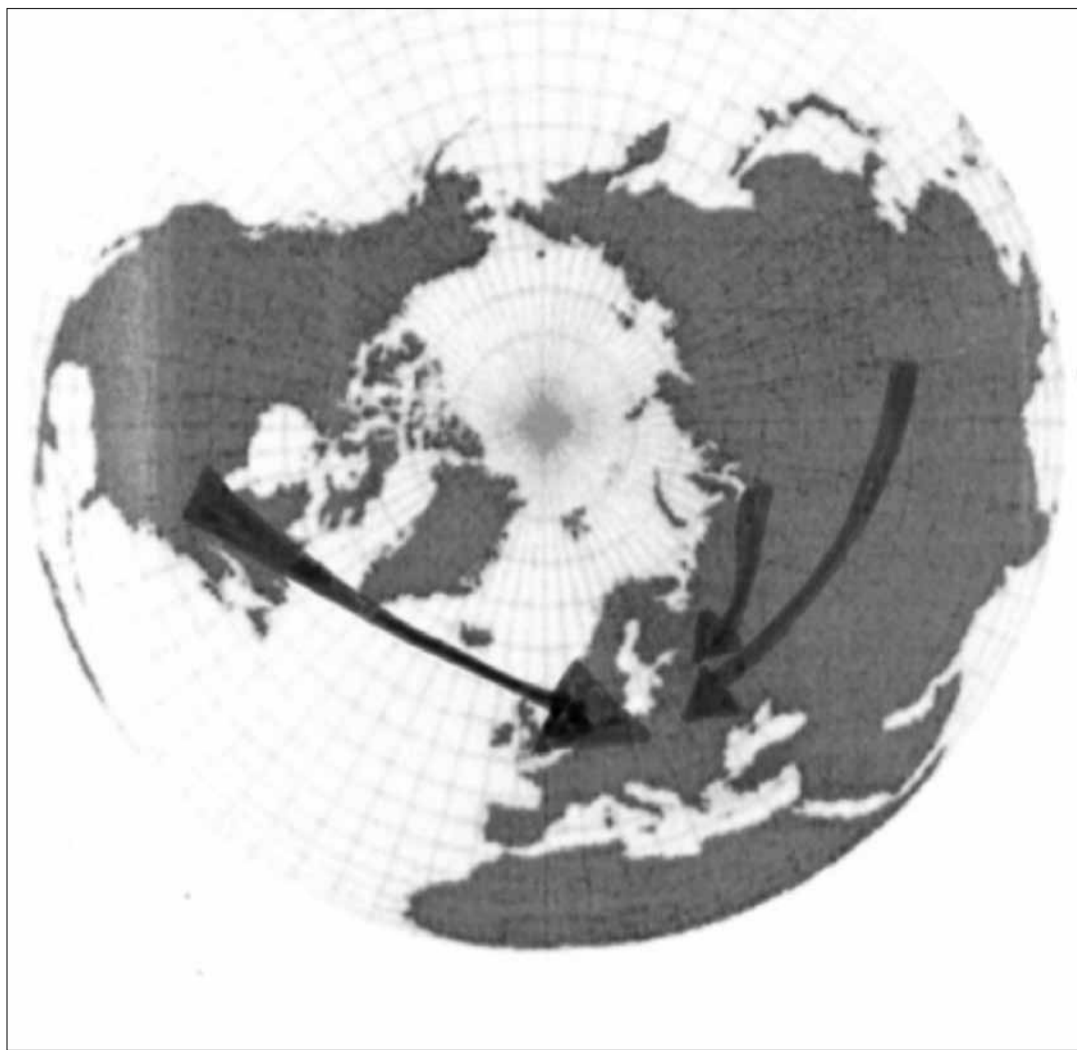
Pour le moment, on ne réalise pas encore que dans le Pacifique occidental, là où les intérêts maritimes de la Chine et des Etats-Unis se recoupent, il y a un tournant stratégique dans le domaine des armes qui apparaît, un développement qui pourrait mener à la fin de l'époque des gros porte-avions d'autrefois où les gros cuirassés avaient été remplacés par les porte-avions (cf. ASMZ 10/2013).

Les Etats-Unis pourraient se voir obligés de créer des faits accomplis et d'entreprendre ainsi une sorte de fuite en avant. Pendant ce temps les événements se bousculent au Proche- et Moyen-Orient. Certains acteurs veulent absolument mettre le feu également à cette poudrière pour provoquer le choc. Le fait que l'on utilise une fois de plus des affirmations douteuses et incomplètes provenant des services secrets est, une fois de plus, un élément de l'argumentation.

Les plus dangereuses attaques ennemies pour la Suisse

Cette analyse nous amène, traduite dans le langage des planificateurs militaires, vers les «plus dangereuses attaques ennemies» que nous allons énumérer ci-dessous. C'est le métier de ces planificateurs de planifier l'armée selon de tels critères et de ne pas prendre en compte les probabilités. Celles-ci ne servent que lorsqu'elles forment la base pour les décisions tactiques ou opératives en mission. Leur utilisation lors de la phase de planification est la voie la plus confortable, car là on peut tout affirmer sans avoir besoin de le prouver par les faits.

Il est évident que l'énumération ci-dessous est dans un premier temps irréallement effrayante. Ces derniers temps, les événements au niveau géopolitique se sont accélérés de telle manière que l'on peut bientôt parler de cas d'intervention. Les cas des plus dangereuses attaques ennemies qui vont être présentées ci-dessous pourraient ainsi rapidement devenir les plus probables. Dans le lan-



L'Europe désarmée, et en particulier la Suisse, risquent d'être écrasées dans la lutte pour les ressources naturelles entre l'Asie et l'Amérique du Nord. (photo mad)

gage militaire, on formulerait cela de la façon suivante:

L'«ennemi» peut ...

A détruire et menacer les bases vitales, si la Suisse ne se soumet pas aux décisions externes. La guerre cybernétique (Cyberwar) peut détruire des infrastructures ou les mettre hors service. Cette menace peut provenir de partout, mais plutôt pas des pays occidentaux.

B extorquer des ressources stratégiques (argent, or, matières premières, troupes, patentes etc.). La baisse inexplicable du prix de l'or (voire manipulé) au moment de la rédaction de ce texte a aujourd'hui déjà créé des dommages à hauteur de dizaines de milliards de francs pour la Banque nationale.

C occuper des espaces stratégiques (infrastructures énergétiques, aéroports, centrales de commandes des chemins de fer etc.) et/ou des axes stratégiques (NLFA, autoroutes etc.) pour des raisons qui ne sont pas dans les intérêts suisses. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'entreprendre une opération terrestre.

D effectuer des encerclements verticaux à l'aide de missiles de croisière, d'armes à longues portées, de bombardiers stratégiques ou de drones.

E mettre à exécution des opérations terrestres sur de longues distances. Sans capacités de réaction de l'armée suisse, on peut s'imaginer des situations lors desquelles des armées étrangères se combattent en Suisse pour obtenir nos ressources (pensons à 1798).

F mener une guerre nucléaire, biologique ou chimique, comme cela a toujours été prévu.

Une telle guerre sera une guerre asymétrique

Asymétrie dans ce contexte veut dire: l'engagement de technologies ou de procédés qui empêchent l'ennemi d'utiliser avec succès ses propres technologies ou procédés. Un ennemi de la Suisse peut lui causer de cette manière d'énormes dommages matériels avec des moyens restreints.

Une telle guerre pourrait également être une guerre hybride

Hybride dans le sens qu'on pourrait mener diverses formes de guerre de manière décalée ou parallèle. L'agresseur peut préparer son attaque sur mesure en utilisant un «menu complet» de diverses techniques. Ce ne sera pas toujours clair s'il s'agit déjà d'un litige robuste qui exige l'engagement de l'armée ou si l'on peut se contenter d'autres moyens.

«Joint vision 2010» et le projet de «Full-Spectrum dominance»

Ni la crise de l'endettement des Etats-Unis, ni la crise économique mondiale, ni les nombreuses défaites qu'ont subies les forces armées américaines n'ont amené les Etats-Unis à réexaminer leurs buts stratégiques qui se résument par la volonté d'être l'unique puissance mondiale, placée «at the head of the table» (à la tête de la table des négociations) et dictant les règles du jeu. Pour les Etats-Unis, l'endettement a d'ailleurs une tout autre signification que pour le reste du monde. Etant toujours, actuellement, les détenteurs de la monnaie de réserve mondiale, le dollar américain, ils disposent d'instruments politiques susceptibles à faire payer leurs dettes par ce reste du monde mentionné ci-dessus, et pour longtemps encore. La partie majeure des

réserves en dollars ne se trouvant pas au sein de l'économie américaine, une dévalorisation frappera à chaque fois principalement ce reste du monde. Un ancien chef de la Banque centrale des Etats-Unis a déclaré un jour: «Le dollar, c'est bien notre monnaie, mais c'est votre problème!»

Il est vrai que les Etats-Unis reconnaissent que d'autres puissances (notamment la Chine) prospèrent, que leurs propres ressources sont limitées et que les pays du tiers-monde ne sont pas des magasins à libre-service. Ils reconnaissent même que les conditions militaires ont changé et qu'il faut par conséquent adapter les plans stratégiques.

Mais l'objectif de la «Full-spectrum dominance», c'est-à-dire d'avoir partout et toujours le dernier mot, reste inchangé. Les écrits se prononcent là-dessus dans les termes suivants: «Joint Vision 2020» (terme anglais qui équivaut à peu près à: perspectives pour les opérations interarmées jusqu'en 2020) est un plan stratégique que le département de la Défense des Etats-Unis a publié le 30 juin 2000, contenant les réflexions en vue d'une «suprématie totale» («Full-spectrum dominance») des forces armées américaines pour leur permettre, également en l'an 2020, de faire face à des menaces auxquelles elles pourraient être confrontées dans le monde entier. Dans cette planification, la capacité d'une frappe à dimension globale («Global strike») joue un rôle central.»

Sans en parler ouvertement, on a certes abandonné l'objectif initial qui prévoyait de pouvoir mener parallèlement deux guerres d'envergure distinctes. Cela signifie également que la charge principale de mener, dans une position dominante une guerre mondiale, ne revient plus à eux seuls. Il en va de même avec certains grands projets d'armement euphoriques, enterrés eux aussi. Pour compenser tout cela, on réfléchit comment discipliner des ennemis qui remettent en question la dominance mondiale des Etats-Unis, à l'aide des anciennes règles du droit du plus fort.

Le tocsin sonne depuis un certain temps déjà!

Sous le titre «Jeux de guerre russes» la «Neue Zürcher Zeitung» du 16/7/13, décrit les plus grands manœuvres militaires russes depuis 1991. Le Kremlin a organisé un exercice militaire d'envergure en Russie orientale. Il s'agissait de mettre à l'épreuve la capacité d'intervention des forces armées ainsi que de donner un avertissement politique. A partir de leurs positions de stationnement normales, on engage environ 160 000 membres des forces armées, un millier de chars d'assaut, 130 avions, hélicoptères et bombardiers ainsi que d'autres véhicules blindés. Parallèlement, dans la mer d'Okhotsk, des manœuvres eurent lieu avec une totalité de 70 bâtiments.

On testa entre autre la capacité de pouvoir transporter rapidement du personnel, des armes et des équipements militaires sur de grandes distances. On a mentionné notamment des transports par voie ferrée sur des distances de 800 à 1000 kilomètres par jour. 16 trains avec un total de 562 wagons et des installations spéciales pour le chargement et le déchargement étaient en action.

Au cours du mois de février 2013, a eu lieu un autre exercice d'alerte, de dimension réduite, qui a dévoilé de considérables défauts dans le matériel militaire. L'exercice récent, qui a duré jusqu'au 20 juillet 2013, en était le résultat et devait montrer si les conclusions nécessaires avaient été prises. Ces exercices ont été déclenchés à l'improviste par le président Poutine lui-même, tout comme autrefois le Conseil fédéral suisse in corpore ordonnait la mise en pratique d'exercices de défense nationale.

Sur le terrain militaire de Tchekbarkoul, dans la région de Tcheliabinsk, a eu lieu du 26 juillet au 15 août 2013 une manœuvre russo-chinoise intitulée «Mission de paix 2013» et consacrée à la lutte anti-terroriste. Dans la région de Hokkaido, les Etats-Unis et le Japon avaient organisé presque simultanément des exercices militaires conjoints.

Suite à cette étape brûlante d'exercices militaires, la Russie a démontré sa capacité



Groupe aéronaval de l'USS Abraham Lincoln. L'Occident base sa projection globale de puissance militaire («Power Projection») toujours sur de tels groupes de combat aéronavals. Leur importance semble déjà être minée par d'autres technologies de défense. Un tournant stratégique se dessine. (photo mad)

* Non classifié, toutes les informations présentées dans ce texte sont publiquement accessibles!

«Scénario de guerre 2013»

suite de la page 3

retrouvée de déclencher des opérations militaires à grandes distances sans préparation (temps d'avertissement nul!). *Le tocsin sonne donc déjà depuis un certain temps, sans que la Suisse le prenne au sérieux. Et dire que les plus dangereuses attaques ennemies «C» et «E» sont déjà en phase d'entraînement!*

Les Etats-Unis ravivent leur politique de première frappe nucléaire

«Des commentateurs reconnus avertissent que le gouvernement américain prépare une première frappe nucléaire contre la Russie et la Chine.» Cette information nous parvient de l'hebdomadaire «Neue Solidarität» (www.solidaritaet.com, 7/8/13). C'est Paul Craig Roberts, chroniqueur connu et ancien fonctionnaire responsable au département du Commerce sous le président Reagan, qui fait ce reproche en précisant que les Etats-Unis avaient déjà poursuivi cette politique sous l'administration Bush/Cheney.

Sur le plan militaire, cela fait sens. Il s'agirait de la fuite en avant telle qu'elle a été esquissée au premier chapitre. Une première frappe nucléaire se ferait avant tout contre des pays qu'on ne peut pas vaincre par des opérations militaires terrestres. Là au moins, les Etats-Unis semblent avoir appris les leçons de leurs guerres perdues depuis la guerre de la Corée. Une fois de plus, on pense à des frappes à précision chirurgicale, privant ainsi l'adversaire de la possibilité de riposter par des moyens thermonucléaires afin que l'agresseur puisse lui-même survivre.

Les plans du président Obama se basent également sur l'idée d'une telle première frappe. On les a pourtant déjà développées plus tôt, pour la première fois en 2002, dans le cadre d'un document du Département de la Défense, intitulé «Nuclear Posture Review (NPR)». Dans ce document ne figurent pas uniquement la Russie et le groupe de pays qu'on dénommait à l'époque «l'Axe du Mal» (Iran, Irak, Corée du Nord) mais aussi la Chine, la Libye et la Syrie, donc pas seulement les pays disposant d'armes nucléaires. Voilà!

Cette situation est d'autant plus remarquable qu'Obama a tenu en 2009 un discours à Prague, au cours duquel il a donné une représentation d'un monde sans armes nucléaires. A l'époque, on croyait que la stratégie américaine se détournerait enfin de ses jeux musclés d'antan, c'est au moins ce qu'on faisait croire au public américain. Il faut constater qu'il n'y a toujours pas de traités en vue qui envisageraient la fin de l'armement nucléaire, de qui que ce soit, ou même le renoncement général à l'éventualité de l'utilisation d'armes à destruction massive ou notamment d'armes nucléaires.

Il faut donc conclure que la le cas «F» des plus dangereuses attaques ennemies fait de nouveau partie des planifications militaires des puissances concernées ce qui veut dire qu'elle doit être considérée également par la Suisse. Lyndon LaRouche, analyste politique américain, pense qu'«une telle épreuve de force pourrait survenir à un moment donné entre le mois de septembre et Noël de l'année en cours (2013) puisque dans ces délais on s'attend à l'effondrement du système financier transatlantique.»

La manœuvre militaire en Extrême-Orient mentionnée ci-dessus a suivi de près la manœuvre maritime dans la partie Nord de la mer Japonaise, appelée «Golfe de Pierre le Grand». Normalement, de telles activités ne signalent pas le renforcement massif d'exercices militaires, car ils se trouvent au niveau normal de forces armées prêtes à l'engagement. Mais entre-temps, de nouvelles données ont été rendues publiques. Il semble que la nouvelle stratégie d'Obama centrée sur l'Asie et la politique du gouvernement japonais, de plus en plus militante, ont accentué la conscience de Moscou et de Pékin et par conséquent dans un proche avenir, cette région pourrait être le théâtre d'une confrontation militaire.

Et Gibraltar? Et la Syrie?

Les lecteurs des quotidiens se souviendront des photos publiées fin août 2013, montrant des vaisseaux de la marine britannique au large de Gibraltar. L'argent pour financer le carburant de cette opération avait dû être

trouvé péniblement dans les fonds de tiroirs. Là aussi, quelqu'un s'est décidé à faire jouer ses muscles. Que diable veut-on atteindre avec de telles actions? Si l'on cherche Gibraltar dans l'Atlas, on retrouve ce rocher bien loin de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire devant la porte de l'Espagne (c'est un cas similaire avec les Iles Malouines). Mentalement, la Grande-Bretagne se voit toujours comme puissance coloniale, considérant la Syrie, l'Afghanistan etc. «en principe» comme son terrain de jeu puisqu'il s'agit d'anciennes colonies. Selon cette vue désuète opposée à la realpolitik, Gibraltar bloque toujours et encore l'accès à la Méditerranée.

Actuellement, des frappes conventionnelles à précision chirurgicale contre la Syrie sont également en discussion, même si, au moment de la rédaction de ce texte, personne ne sait quels en seraient les buts précis, à quoi cela aboutirait et comment terminer une telle agression. Une lueur d'espoir se présente tout de même en la personne de Martin Dempsey, chef de l'Etat-major américain, qui tend, semble-t-il, vers la pensée autonome. Il avait développé, à l'adresse de son patron Chuck Hagel, ministre de la Défense, les options militaires tout en prononçant ses préoccupations et insistant sur son avis qu'on ne pourrait guère, par une opération de quelques jours, tirer un coup de semonce en direction du président syrien. Dans ses déclarations précédentes, Dempsey avait également insisté sur le fait que l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, préconisée par de nombreux politiciens, constituait une action de guerre et qu'«avant de déclencher une guerre, il aimerait bien comprendre le plan comment créer la paix». Dempsey réfute donc le cliché répandu selon lequel il ne faut jamais permettre aux généraux de faire la guerre, mais pas plus aux politiciens.

Entre-temps (début septembre 2013), le Premier Ministre Cameron a été bridé par sa Chambre des Communes et le président Obama semble également vouloir faire marche arrière.

La Suisse et l'Europe entre le marteau et l'enclume – première phase: la guerre économique

En matière de la politique de sécurité, une guerre économique constitue un cas limite pour l'intervention d'une armée. Tandis que l'agresseur peut lancer son attaque sans armée, le défenseur n'est plus libre de choisir les moyens à utiliser.

L'hebdomadaire suisse «Weltwoche» n° 42/2011, p. 60sq. a publié une interview avec J.-P. Roth, l'ancien président de la Banque nationale suisse (BNS). Précisément à ce moment-là, on a péniblement mis fin à un sommet de l'UE à Bruxelles, qui a été fêté comme «succès». La chancelière allemande a certainement raison de dire que l'échec de l'union monétaire est synonyme de l'échec de l'Europe, ce qui serait à son avis un immense danger pour la paix. Plusieurs mois après cette interview de M. Roth, la situation a évolué à grands pas. Parmi les responsables de l'UE, le désarroi règne et il est très probable que tous sont en train de conjecturer

«Cercueils volants»

Au milieu des années trente, l'armée de l'air suisse n'avait à disposition que des avions obsolètes et le chef du Service technique militaire de l'époque s'est exprimé face au conseiller fédéral Minger en novembre 1937 comme suit: «La revendication du colonel divisionnaire Bandi de se réarmer rapidement dans le domaine des avions de guerre et des canons DCA est totalement inutile, car nous sommes absolument convaincus d'être actuellement plus éloignés d'une guerre européenne qu'il y a encore quelques années. (Ernst Wyler, Chronik der Schweizer Militärväertik, 1990, p. 86/87) Minger ne s'est pas laissé impressionner et quand il s'est offert – en rapport avec le meeting aérien international de Dübendorf en 1937 – la possibilité d'acheter à l'Allemagne un certain nombre d'avions de chasse du type Messerschmitt ultramodernes à l'époque, il a soutenu en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la motion d'en acquérir 90. Les opposants à cette acquisition d'avions absolument nécessaire se sont

moqués des Messerschmitts en les appelant «cercueils volants». Lorsque, en 1940, l'armée de l'air allemande a à plusieurs reprises gravement violé l'espace aérien suisse lors de vols vers le Sud de la France, nos pilotes ont abattu avec exactement ces Messerschmitts – et au grand dam d'Hitler, de Göring et consorts – au moins onze bombardiers allemands lors de combats aériens dangereux ou ils les ont forcés à atterrir. (Ernst Wetter, Duell der Flieger und Diplomaten, 1987; Karl Riss, Deutsche Luftwaffe über der Schweiz 1939–1945, 1978). Le fait de vouloir empêcher l'acquisition des avions de chasse Gripen à l'aide de sondages populistes rappelle la diffamation des Messerschmitts comme «cercueils volants» – des avions de chasse qui ont par la suite prouvé clairement à l'Allemagne nazie que nous étions prêts à nous défendre jusqu'au bout.

Hans-Georg Bandi, témoin de l'époque, Berne

l'impensable en se demandant comment faire pour se procurer «à tout prix» des fonds ou des ressources de tout genre.

- En 2011 (!), J.-P. Roth a déclaré entre autre:
- «Les politiciens ne veulent pas entendre la vérité.» (Cela semble également valable pour la politique de sécurité suisse!)
 - «Les années à venir, nous serons très fortement exposés aux menaces provenant de l'UE. L'UE se compose de 350 millions de citoyens, nous n'en avons que 7 millions, et par dessus le marché, nous nous trouvons au centre de cette structure européenne. Etant donné que nous sommes relativement forts, il va de soi que les autres tenteront de se procurer au moins une partie de nos richesses. On ne nous aime pas, c'est la réalité.»
 - C'est ce que Konrad Hummler avait aussi décrit en ce temps-là de manière similaire (cf. «Mut zur Kursänderung», p. 55).
 - «La réalité, c'est que le protectionnisme augmente et en même temps la discrimination de la Suisse.» (On pourrait appeler cela «le droit du plus fort».)
 - «Nous sommes petits. Les menaces et les pressions vont augmenter, il faudra faire avec, aussi à l'avenir. Plus les problèmes financiers de nos voisins seront grands, plus la pression augmentera.» (Ces problèmes mèneront à l'auto-strangulation, s'il ne se produit pas de miracle).
 - «Que la Grande-Bretagne ait conclu avec la Suisse un accord sur l'imposition à la source avec effet libérateur, donc un accord bilatéral, «est pour moi le signe qu'elle veut à tout prix obtenir de l'argent. [...] Les Américains veulent également obtenir de l'argent.»

L'Allemagne veut obtenir encore davantage d'argent, mais elle dispose de plus de temps – c'est pourquoi elle n'a pas consenti à l'impôt libérateur.

Ce ne sont pas de sombres prophéties, mais des faits avérés. A la différence de cela,

les réflexions présentées ci-dessous sont, au moins pour le moment, de pures spéculations. Nous ne savons pas encore ce qui a été décidé au Sommet de Bruxelles, le 26 octobre 2011. Mais il n'est pas impensable qu'on y ait préparé une lettre adressée à la Suisse disant à peu près ce que suit (cas «B» des plus dangereuses attaques ennemies):

«L'Union européenne reconnaît pleinement la souveraineté suisse, tant que de son point de vue rien ne s'y oppose. Néanmoins, elle part de l'idée que la Suisse doit contribuer de son propre gré au sauvetage de l'Europe par un montant de 100 milliards d'euros. Le gouvernement suisse est libre de décider s'il préfère verser cette somme directement à la Banque centrale européenne (BCE) ou s'il préfère la mettre à disposition de la BCE à l'aide de cautionnements bancaires. L'Union européenne a connaissance du fait qu'une telle décision est de la compétence du gouvernement suisse et qu'il peut la prendre très rapidement, comme il l'a déjà fait le 15 octobre 2009 dans le cas UBS.»

Analyse de la situation: notre gouvernement s'abstiendra d'informer le public du fait que cette lettre est accompagnée de menaces massives en cas d'enfreinte. Il présentera ce processus comme normal dans les relations interétatiques et opérera pour s'y soumettre, étant donné que toute défense, notamment à l'aide de l'armée, lui fait défaut. Il présentera ses actes comme étant ceux d'un Etat souverain et comme le résultat de son art de gouverner stratégiquement. Il le fera tout en sachant que pas un centime de ces 100 milliards d'euros ne reviendra en Suisse, et en attendant la prochaine convoitise. Actuellement, la Suisse dispose(?) de la septième plus grande réserve mondiale d'or (environ 1000 tonnes), tandis que les soi-disant provisions de guerre ont toutes été liquidées.

La République fédérale d'Allemagne a déjà fait d'autres expériences intéressantes. Il semble qu'elle ne puisse déjà plus disposer de son or stocké aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Une source d'actualités politiques («Kopp Exklusiv», www.kopp-exklusiv.de) nous informe dans le n° 30/13: «L'or des Allemands (du Fort Knox) semble avoir disparu. Un spécialiste de la situation aurait dit: Il est naïf de croire que la République fédérale pourra récupérer ses réserves d'or stockées aux Etats-Unis. Au cours des derniers mois, plusieurs banques américaines les auraient obtenues de la Réserve fédérale afin de faire baisser le prix de l'or, les réserves d'or allemandes ont donc atterri sur les marchés.»

Dans ce contexte, on se souvient qu'il y a un certain temps, on a interdit à la Banque fédérale allemande de faire un inventaire de ses réserves d'or aux Etats-Unis et que leur restitution aurait été ajournée jusqu'en 2018. La Grande-Bretagne veut également garder l'or de la Banque fédérale allemande. Selon «Kopp» 32/13, la justification pour cela est encore plus rocambolesque: cet or serait selon toute vraisemblance l'or que la Reichsbank allemande aurait volé à la Tchécoslovaquie à l'époque. La Banque fédérale allemande serait le successeur de la Reichs-



La base logistique de l'armée ne respecte aucune règle de la décentralisation tactique de l'équipement matériel de l'armée. Sur Internet, toutes les règles de discrétion sont violées. (photo mad)

«Preuve de confiance infinie du peuple en l'armée»

Les péchés des réformes doivent être corrigés d'urgence

par Thomas Kaiser

C'est un chiffre impressionnant, lors des votations du 22 septembre, 73,2% des votants se sont clairement prononcé en faveur de notre Etat-nation, de notre souveraineté, de notre fédéralisme et naturellement aussi de notre armée de milice qui a comme but principal la défense de la Suisse. Même pour les partisans de l'obligation de servir, le résultat clair et sans équivoque a dépassé les attentes. Jakob Büchler, conseiller national PDC et expert en questions de sécurité, qui a lutté en première ligne contre ce projet, n'aurait jamais osé rêver d'un tel résultat et il le considère comme «preuve de confiance infinie du peuple en l'armée. C'est une approbation claire et nette, on soutient l'armée.» Selon la conseillère nationale Verena Herzog, ces chiffres sont une «bonne base à partir de laquelle nous pouvons continuer à travailler».

Il est évident que l'armée a encore du chemin à faire pour accomplir d'un côté son mandat constitutionnel et satisfaire de l'autre l'espoir du peuple. Les représentants des partis bourgeois partagent ce point de vue. Le mal dont souffre aujourd'hui l'armée est causé par les réformes du passé qu'on lui a octroyé ces 20 dernières années. Notamment la réforme Armée XXI, planifiée déjà sous l'égide du conseiller fédéral Ogi et réalisée

par Samuel Schmid, a affaibli l'armée au lieu de l'adapter aux conditions réelles. Jakob Büchler ne mâche pas ses mots: «Avec la réforme Armée XXI nous avons abandonné et perdu beaucoup de choses que nous aurions absolument dû garder.» Là, il ne s'agit pas de ces quelques unités qu'on a abandonnées mais, aveuglés par l'idée fixe de la «paix éternelle» en Europe, l'armée a été délaissée, les moyens lui ont été retirés et la formation a été «rationalisée» avec la conséquence qu'énormément de savoir-faire s'est perdu.

Une grande saignée a eu lieu dans la formation des cadres. Les jeunes recrues ont trop vite été sorties de leur formation de base et mis dans une formation de cadres. Un processus qui est hautement problématique car les jeunes n'ont pas ou très peu d'expérience de commandement et ne sont pas pris au sérieux par leurs «subalternes». Ce qui peut avoir des conséquences fatales dans une situation d'urgence. Jakob Büchler demande en conséquence un changement de la procédure de formation. «Le but est que l'expérience devienne plus profonde et ne se limite pas à un programme éclair.» Il ne faut donc pas raccourcir les cours de répétition à deux semaines, comme l'a demandé le Conseil fédéral dans son projet de Développement de

l'Armée (DEVA). Divers experts, entre autre le chef de l'armée, le commandant de corps André Blattmann, ont précisé qu'un raccourcissement des cours de répétition empêcherait la mise en œuvre d'exercices valables et sensés. Des exercices d'ailleurs très urgents pour que l'armée puisse procéder à des exercices d'alerte simulée.

Mais aussi très concrètement, les unités responsables de la défense de notre infrastructure, auxquels la réforme Armée XXI a donné le coup de grâce, doivent être entièrement reconstruites. Il ne s'agit pas de réanimer des unités ringardes, mais des unités de première importance qui peuvent être engagées pour la protection de nos infrastructures les plus importantes. Le Régiment d'aéroport, dissout en 2003, est un de ces péchés de réforme au-delà de toute raison. Même si l'on ne part plus de l'idée de batailles de blindés ou de lutte de corps à corps, mais d'attaques aériennes et d'attaques de drones, d'une guerre numérique et d'attaques terroristes envers des objets sensibles, l'aéroport de Zurich-Kloten se trouve certainement tout en haut de la liste des priorités. Jakob Büchler en est convaincu: «Le régiment d'aéroport a été dissout et c'était une grave erreur. A l'aéroport, la Suisse est

le plus vulnérable. Si l'on paralyse l'aéroport de Zurich, une grande partie de notre système de circulation est bloquée. On sait qu'il faut 5000 soldats pour protéger plus ou moins l'aéroport.»

Un avantage décisif de l'armée suisse a toujours été son caractère décentralisé. Plusieurs places d'armes, dispersées dans le pays entier, ainsi qu'un grand nombre d'arsenaux permettaient une réaction rapide dans des situations de menaces, dont font partie aujourd'hui aussi les catastrophes naturelles. On est efficace là, où l'on connaît le terrain et ses embûches. Il doit être possible de mener des manœuvres de grande envergure dans notre propre pays sans devoir les déplacer à l'étranger comme le propose le Conseil fédéral avec son projet DEVA. En cas d'urgence, ce que personne ne souhaite ou espère, il faut défendre le Territoire de la Suisse en prenant compte des conditions qu'offre le pays.

La confirmation de l'obligation de servir au sein de notre armée de milice n'est donc pas l'occasion de se reposer, mais elle est la base solide sur laquelle nous pouvons redonner à notre armée l'importance dont elle a besoin pour protéger le pays et ses habitants en cas d'urgence et pour qu'elle soit apte à remplir son mandat constitutionnel. •

Les partis bourgeois ont trouvé un terrain d'entente et ont indiqué la direction

Consensus au Parlement sur les questions militaires

Interview de Corina Eichenberger, conseillère nationale, PLR/AG



Corina Eichenberger
(photo wikipedia)

Horizons et débats: Comment jugez-vous le résultat du vote du 22 septembre sur le service militaire obligatoire?

Corina Eichenberger: Le résultat clair et net est l'attachement à notre système actuel, c'est-à-dire à une armée de milice basée sur la conscription avec un service militaire obligatoire pour les hommes.

Mais cela ne veut pas dire qu'on n'ait pas réalisé dans les discussions préalables, que certaines choses ne fonctionnent pas encore de manière optimale.

A quoi pensez-vous concrètement?

De mon point de vue, il faut certainement examiner les critères de recrutement et d'aptitude au service pour atteindre des améliorations dans ce domaine.

Où voyez-vous encore un besoin de développement dans l'armée? Le «développement de l'armée» (DEVA) est à mon avis une réduction supplémentaire de notre armée qui a fait ses preuves. Comment le voyez-vous?

L'armée, avec le DEVA, est dans une nouvelle période de réforme. Mais au Parlement, nous avons défini le principe de 100000 hommes et maintenant nous sommes sur la bonne voie en ce qui concerne le budget. Un budget de 5 milliards de francs pour l'armée est acceptable par la majorité. Cela signifie que les lacunes dans les domaines de l'équipement seront finalement comblées. Les troupes en profiteront directement.

Donc, vous êtes également de l'avis qu'il faut continuer à développer ce qu'on a négligé durant des années?

Oui, même dans la logistique, où nous avons déjà pris des mesures importantes, il faut s'organiser encore mieux. Par exemple, lors de la mise à disposition du matériel pour les cours de répétition (CR), afin que les participants puissent faire des exercices intéressants et exigeants, avec assez de matériel. Le «développement de l'armée» est actuellement encore en consultation. Il faudrait encore mieux concilier la formation civile et militaire des soldats avec le service militaire. Je soutiens cela avec conviction.

Vous voyez un avenir positif en ce qui concerne notre armée?

Ces derniers temps, nous avons pu prendre des décisions, dans lesquelles les partis bourgeois ont trouvé un terrain d'entente et ont indiqué la direction. Ces décisions

étaient toutes susceptibles de réunir une majorité et devraient à nouveau renforcer l'armée.

L'adoption claire du «Gripen», est-elle une telle décision?

La décision concernant le Gripen m'a réjoui, car la décision était claire et nette. Ce sera aussi un bon argument dans la campagne référendaire. Car je suis convaincue qu'il est juste de renouveler continuellement l'armée de l'air. D'un côté, pour avoir une armée de l'air crédible, à la hauteur de nos pays voisins; d'autre part, il faut tenir compte qu'un achat aussi important, avec les évaluations nécessaires, dure environ 10 ans. C'est une très longue période.

Madame la conseillère nationale, je vous remercie de cet entretien. •

Interview: Thomas Kaiser

L'ancien divisionnaire Peter Regli reçoit le prix de la «Stiftung Freiheit und Verantwortung»

thk. Dans le cadre de la conférence «Sécurité Suisse», organisée par la «Stiftung Freiheit und Verantwortung» [Fondation pour la liberté et la responsabilité] et «Pro Libertate», l'ancien divisionnaire Peter Regli a été honoré dans le vénérable monastère de Saint-Urbain pour son engagement en tant que directeur des Services de renseignements suisses entre 1991 et 1999 et pour son engagement inlassable pour la sécurité et la liberté du pays. Ce prix rend également hommage à son effort constant pour le maintien d'une armée de milice efficace et adaptée aux défis de ce temps.

Le panégyrique de l'ancien divisionnaire Peter Regli a été prononcé par son ancien chef, l'ancien commandant de corps Heinz Häsler. Il était son supérieur au cours de la campagne de diffamation de 1999. Dans un discours émouvant, il a souligné le haut niveau de précision, la grande compétence et la rigueur du chef des Services de renseignements suisses, ainsi que le soin avec lequel il a occupé ce poste. Heinz Häsler a toujours soutenu Peter Regli lors de l'innommable campagne de diffamation que celui-ci a vécu, et la réalité lui a donné rai-



Le lauréat Peter Regli entouré des laudateurs, l'ancien commandant de corps Heinz Häsler (à droite) et l'ambassadeur David Vogelsanger. (photo thk)

son. Le co-laudateur David Vogelsanger, ambassadeur et conseiller de la fondation, a également appartenu aux Ser-

vices de renseignements suisses et a été, par conséquent, un de ses collaborateurs. Il a loué les qualités de son supérieur et

l'énorme travail qu'il a accompli pour les Services de renseignements et pour le pays. Visiblement affecté par ce que Peter Regli a dû éprouver au cours de la campagne de diffamation, il a exprimé l'entière confiance qu'il avait ressentie alors et qu'il ressent toujours vis-à-vis de son supérieur.

Peter Regli, quant à lui, a été très touché par l'honneur qui lui a été fait cet après-midi-là. Son engagement pour la Suisse se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Il a expliqué qu'à l'époque, il avait surmonté les diffamations et les calomnies injustes grâce à son épouse Irène, également présente, et à ses amis les plus proches. Il a remercié tous les citoyens qui lui avaient, à cette époque, exprimé leur solidarité dans des lettres, et ses nombreux amis, présents dans la salle, qui ne se sont pas laissés impressionner par cette campagne de dénigrement. Bien que Peter Regli ait été totalement réhabilité, le Conseil fédéral n'a toujours pas jugé nécessaire de s'excuser auprès de lui pour les désagréments vécus.

La rédaction d'Horizons et débats félicite Peter Regli de tout cœur pour l'obtention de ce prix.

Exiger la restitution de la sincérité et de l'honnêteté comme base de toute action étatique

Commentaires à l'issue de la votation sur la Révision de la Loi sur les épidémies

par Erika Vögeli

Même si on avait préféré un autre résultat de la votation sur ce qu'on appelle la Loi sur les épidémies révisée (LEpr), on doit toutefois interpréter les 40% de Non comme un succès d'estime pour les adversaires de la Loi.

Considérons: pas un seul parti ne s'y est opposé au Parlement. A l'exception des Verts, ils n'ont pas mis la révision de la LEpr à l'ordre du jour de leur assemblée des délégués, et encore moins, ne l'ont discutée. Dans les explications officielles de la Confédération concernant la votation, la population a pris acte du fait que le Parlement s'est prononcé en grande majorité en faveur de la Loi. On peut se demander si les parlementaires ont vraiment lu la Loi. Un conseiller national a eu la sincérité et le courage, de réviser ultérieurement sa crédulité (entre autre face à ses collègues, membres de la commission compétente) par la lecture de la Loi et l'a avoué publiquement. Personne ne croira qu'il était le seul, mais plutôt qu'il en alla de même pour beaucoup.

Dans les grands médias, il n'y a pas eu de véritable discussion sur les points problématiques. L'oligopole médiatique des quelques grands quotidiens encore existants à l'unisson avec la radio et la télévision de droit public, avant tout dans les prises de position rédactionnelles, a presque uniquement donné la parole aux partisans et ceci à la manière d'une action de relations publiques. Les quelques articles d'apparence contradictoire ne peuvent pas masquer ce fait. La discussion controversée présentée dans les pages du courrier des lecteurs est certes intéressante, elle ne remplace cependant pas une véritable discussion sincère de la part de la rédaction. Beaucoup d'adversaires de la Loi n'ont pas été pris en compte. On a seulement mentionné en passant le fait qu'un comité politique contre la LEpr avait donné une conférence de presse. Dans l'émission d'informations principale de la radio de droit

public, «Echo der Zeit», seul Daniel Trapitsch a obtenu brièvement la parole. En tant que promoteur du référendum, il était déjà connu du grand public. Les conseillères et conseillers nationaux présents ainsi qu'un député du canton de Berne n'ont même pas été mentionnés. Au contraire, on a profité de la conférence de presse des adversaires pour offrir aux partisans une fois de plus une plateforme.

Vu les intérêts indéniablement grands qu'une certaine branche industrielle prête à cette loi, le lecteur bienveillant se pose encore d'autres questions. (Remarquons en passant: on a lu avec étonnement dans les documents officiels sur la votation, que la LEpr était nécessaire pour informer nos enfants et adolescents sur le virus VIH et sur la méningite. Personne ne comprend pourquoi on a besoin d'une LEpr pour cela. Indépendamment de la discussion qui dure depuis des années à propos de l'information sur le sida, on s'étonne pourquoi les enfants doivent être informés sur la méningite. Quelques jours après la votation, on peut lire que Novartis veut sauver son secteur avec un vaccin contre la méningite.¹ Certes, il n'est pas encore pris en compte dans le plan de vaccination. Hasard ou nécessité?).

Les documents officiels relatifs à la votation étaient justement de cette non-qualité. Un rapport de fin de semestre sur les formulations et arguments utilisés émanant des Spindoctors vaudrait la peine. Tout comme sur les différentes contributions dans les grands médias. On a donné avec astuce à la Loi une connotation positive avec la «protection» de la population et dans un certain sens interpellé la peur des citoyens devant les maladies – et par la même astuce on a affirmé que les adversaires sont seulement guidés par la peur de la vaccination. La peur peut être un handicap quand elle est irréaliste, souvent elle est une réaction naturelle et très utile à la vie.

En vérité, il ne s'agit pas dans ce contexte simplement d'une réaction de peur mais d'un scepticisme raisonnable qui en face d'un désastre vécu dans ce domaine (mot clé grippe H1N1, Tamiflu ou entretemps le plan interrompu d'une vaccination générale des filles contre le cancer de l'utérus) est très réaliste.

Malgré tout, 40% des citoyens ont voté Non et ainsi donné raison aux représentants du référendum. Beaucoup parmi eux auront réfléchi sur les arguments non discutés contre la Loi. Les réflexions tout à fait fondamentales sur la politique d'Etat par exemple émises contre l'affaiblissement du fédéralisme par une centralisation toujours plus croissante, n'ont pas été discutées. En particulier, la concentration incroyable du pouvoir dans un seul office fédéral – une unité administrative, qui n'est élue ni par le peuple ni par le Parlement – contredit au plus haut point les bases de notre Etat fédéraliste. On se demande pourquoi le Parlement, avant tout les représentants des partis conservateurs qui, un an auparavant, ont justement tiré le verrou sur cette extension de pouvoir en rejetant la Loi sur la prévention, n'ont pas réalisé ce qui revient ici par la porte de derrière. Les représentants des Verts et beaucoup d'adversaires du génie génétique doivent se demander pourquoi la Loi assimile d'un côté les organismes génétiquement modifiés aux agents pathogènes habituels et cette même Loi permet à l'Office fédéral de tolérer la libération de tels agents pathogènes sans autorisation. Les représentants de tous les partis doivent aussi se demander pourquoi ils n'ont rien dit contre l'affirmation selon laquelle la Loi introduisait pour la première fois une protection des données. On n'aurait pas eu besoin de trop grands efforts. L'article sur le système d'informations à créer par l'OFSP relatif aux données de personnes quant à leur santé, leurs résultats d'examen médicaux,

leurs routes de voyage, leurs contacts avec les personnes, les animaux et les objets tout comme la transmission de toutes les données à d'autres Etats et organisations internationales n'éclipsent pas seulement chaque scandale du passé relatifs aux fichiers, mais soulève dans le contexte du scandale de la NSA encore de toutes autres questions.

Au plus tard ici, on doit exiger de nouveau ce que nous avons plus ou moins perdu les vingt dernières années: Sincérité et honnêteté comme base de toute action étatique. Celui qui veut activer les citoyens au moyen d'«informations» préparées à la manière des RP, abuse du principe de la bonne foi indispensable dans les relations communautaires, mais en première ligne entre les institutions et le souverain. La dignité de l'homme signifie aussi ne pas devenir l'objet d'un autre – aussi bien dans la discussion intellectuelle et que par l'éveil ciblé d'émotions sans livrer les informations nécessaires. Un débat sincère exige une balance objective du pour et du contre. Si nous ne voulons pas en arriver là où un auteur américain a situé son pays, quand il a écrit un livre intitulé «The Best Democracy Money Can Buy», il est urgent d'exiger à nouveau ce débat.

¹ «Ein Impfstoff soll Novartis-Sparte retten: Ohne die Erlöse eines neuen Mittels gegen Hirnhautentzündung droht Verkauf der Division» par Isabel Strassheim, *Aargauer Zeitung* du 25/9/13, p. 9. «Un nouveau vaccin contre la méningite doit non seulement protéger contre la maladie qui, dans certains cas, peut être mortelle, mais aussi sauver le secteur des vaccins du groupe pharmaceutique Novartis.» Maintenant autorisé par l'UE, il s'agit d'introduire dans le programme de vaccination national des divers pays le vaccin Bexsero. Certes, le médicament arrivera tôt ou tard sur le marché. «L'introduction dans le plan national de vaccination est cependant décisive pour le secteur de Novartis.» Certes, il existe déjà sans nouvelle loi sur les épidémies, mais pas la possibilité d'une large prescription par les institutions comme c'est le cas dans la nouvelle loi.»

«Scénario de guerre 2013»

suite de la page 4

bank, une justification qui semble extravagante!

Le fait que le gouvernement Merkel doit savoir cela, mais que ses Alliés occidentaux forcent l'Allemagne à se comporter docilement est un aspect de l'affaire, mais qu'elle est forcée, dans le propre intérêt, à se comporter calmement avant les élections allemandes d'automne 2013, si elle ne veut pas rater la réélection suite à un scandale, en est un autre. Après que l'Allemagne ait été déjà si mal récompensée pour sa solidarité avec l'Occident, la Suisse ne peut pas s'attendre à un autre traitement. Pourquoi l'Allemagne ne devrait-elle pas se «mettre d'accord» avec la Suisse de partager les stocks d'or suisses? Ce serait donc la guerre de l'or et le cas «B» des plus dangereuses attaques ennemies mentionnées ci-dessus.

L'Europe entre le marteau et l'enclume – deuxième phase: guerre ouverte

A la fin d'une guerre économique qui se termine sans vainqueur, il y a toujours une guerre ouverte. Les plus dangereuses attaques ennemies «C», «D» et «E» deviennent réalité. La Russie et la Chine, donc l'Asie orientale d'un côté, les Etats-Unis de l'autre côté, emprunteront cette voie s'il s'agit, dans la lutte pour les ressources européennes et pour la dominance militaire mondiale, d'une situation d'existence ou de non-existence. Celui qui se sert le premier en Europe a une plus grande chance de remporter la victoire finale. En Europe, toutes les ressources que l'on peut s'imaginer sont disponibles et sans protection.

Au cours de son histoire, la Russie a toujours été attaquée par l'Occident. Pourquoi la Russie devrait-elle s'imposer une réserve particulière dans cette direction, s'il s'agit d'existence ou de non-existence? Au cours des deux derniers siècles, la Chine a reçu des leçons particulièrement douloureuses princi-

palement par l'Occident. Pourquoi devrait-elle donc se retenir face à l'Occident? Depuis leur création en 1783, les Etats-Unis ont mené des guerres presque sans interruption. La plupart d'entre elles sur des territoires étrangers. Ils ne se sont jamais imposés de réserves particulières, et il leur manque la sensibilité pour les souffrances cruelles des populations civiles qu'ils n'ont guère vécues dans leur pays. Donc les alliés européens de l'OTAN n'ont pas de raisons de se sentir trop en sécurité concernant leur bien-être.

Les petits Etats européens ne devraient pas non plus se sentir en sécurité. Karl Schmid, ancien recteur de l'Ecole polytechnique de Zurich et ancien colonel de l'Etat-major général et penseur stratégique, déclara lors d'une conférence devant l'assemblée des délégués de la Nouvelle Société Helvétique le 16 avril 1944 à Berne: «La décennie écoulée ne fut pas clémente avec les petits Etats. La brutalité avec laquelle les petits Etats furent attaqués et annexés souleva la question de la raison d'être de la Suisse. Ce sujet était le fondement intellectuel des efforts de défense militaires.»

Schmid a aussi développé ces réflexions dans son célèbre livre «Unbehagen im Kleinstaat» (L'embarras dans le petit Etat). Pourquoi les agresseurs qui se font la guerre sur le territoire de l'Europe devraient-ils soudainement respecter un petit Etat neutre? Ils le feront d'autant moins que l'Europe et en particulier la Suisse désarmée sont pour eux des proies faciles qui leur permettront de survivre aux graves secousses politiques et économiques.

Des opérations belliqueuses sur le territoire suisse

D'avoir une telle idée, c'est une chose, de savoir comment elle pourrait être réalisée pratiquement, c'en est une autre. Au milieu du cœur de l'Europe, les aéroports doubles de Kloten/Dübendorf et/ou Buochs/Alpnach s'offrent au plus rapide. On y trouve de bonnes infrastructures pour des bases

aériennes, notamment des possibilités de stocker du kérosène et des bâtiments de protection.

Au cours de la première guerre froide, la Russie avait déjà veillé à répartir ses forces aériennes sur le plus grand nombre de bases possible. Pour le moment, les Etats-Unis ne doivent pas considérer cette option car dans le cadre de l'OTAN, ils disposent déjà de suffisamment de bases aériennes équipées en Europe occidentale. Dans un premier temps, tout agresseur mènerait un tel coup en tant qu'opérations limitées à certains secteurs. La grande partie du territoire suisse ne serait pas touchée pour le moment. Il serait avantageux que les gouvernements cantonaux concernés réfléchissent maintenant déjà aux possibilités de nourrir et soigner médicalement 15 à 20000 membres d'un pouvoir étranger.

Toutes les indications géographiques et matérielles sont accessibles publiquement pour les doubles aéroports militaires de Kloten/Dübendorf et Buochs/Alpnach. Les données utiles se trouvent toutes sur Google-Maps. L'adversaire placerait en un premier temps une protection aérienne rapprochée efficace sur ces secteurs du territoire et pourrait ensuite abuser de ces bases aériennes pour pratiquement tous les scénarios possibles.

Dès que la Russie tente de réaliser cette option, les Etats-Unis doivent réagir, et les plus dangereuses attaques ennemies «D» et «E» deviennent réalité. Comme expliqué dans le livre «Mut zur Kursänderung» (p. 81/82), ce ne seront pas des vagues de blindés et des nuées de chasseurs-bombardiers qui marqueront la situation, mais des «frappes de précision chirurgicales». Il va de soi que le terme «précision» ne peut pas être pris à sa valeur nominale, car il est connu que les dommages collatéraux et les dommages économiques à long terme seront inévitables pour le pays.

Cinq attaques aériennes relativement faciles suffisent pour paralyser auparavant tous les centres logistiques de la Suisse, pour

détruire le gros du matériel militaire et des installations d'entretien et de rendre ainsi impossible de mobiliser l'armée suisse. Pour cela, il n'est même pas nécessaire de faire de la reconnaissance aérienne, car toutes les données-clés des cibles, y compris les photos aériennes, sont disponibles sur Internet. Cela est vrai aussi pour les réserves de munitions qui étaient autrefois stockées dans plus de mille dépôts décentralisés.

Qui veut dominer l'Europe, doit contrôler les centrales énergétiques et les axes de transports principaux. Son adversaire tentera donc de les utiliser lui-même ou de les rendre inutilisables (cas «C» des plus dangereuses attaques ennemies). Etranglée de telle sorte par les deux parties au conflit, l'Europe, et plus encore la Suisse, donneront ce qu'on exigera d'eux et il ne leur restera qu'à espérer de pouvoir continuer à fonctionner en tant que communauté jusqu'à la fin des affrontements. Un éventuel agresseur paiera un plus petit prix d'entrée que la Suisse devra déboursier pour sa défense. Ici aussi, il y a des asymétries, mais à la charge de notre pays qui n'a pas pu ou pas voulu fermer les verrous de la porte d'entrée à temps. Ce n'est pas une idée ringarde de rendre attentif au fait que nous avons actuellement un grand manque de moyens de défense aérienne, avant tout sol-air, qui étaient encore disponibles au temps de l'Armée 61, indépendamment du fait de savoir si ces moyens étaient «obsolètes» ou non.

Le lourd fardeau du souvenir d'avoir reconnu les dangers mais de n'avoir, au moment décisif, rien entrepris là-contre pèsera encore pendant des générations entières sur les âmes des Suisses. Nos descendants seront-ils encore aussi sûrs d'eux que nous le sommes actuellement au sein de la communauté des peuples? La Suisse était autrefois un pays pauvre, elle s'est enrichie suite à une politique intelligente et un travail acharné et maintenant elle risque de terminer à nouveau dans la pauvreté.

(Traduction Horizons et débats)

Trouver en dialoguant la solution la meilleure et la plus praticable

Résolution du problème de trafic à Santa Maria sans contournement

Interview de Rico Saxer, président de la communauté d'intérêts Pro Santa Maria Val Müstair

thk. Le Val Müstair dans la partie est de l'Engadine, «une des plus belles vallées de Suisse», travaille à une solution pour la circulation dense pendant les vacances. Au centre se trouve le village Santa Maria, qui lutte déjà depuis des décennies pour une solution raisonnable et tolérable pour tout le monde. Il y a dans le village un rétrécissement, qui mène souvent, en tout cas dans la haute saison, à de petits bouchons et qui doit être résolu par un contournement (im-) possible. Rico Saxer tient la boutique au centre du village de Santa Maria, qui se trouve directement sur la dite rue. Il est donc directement concerné. Afin d'arriver à un mouvement dans la situation embrouillée à Santa Maria, il a fondé la communauté d'intérêts «IG pro Sta. Maria Val Müstair». Le but de cette communauté d'intérêts est de chercher, par ensemble avec toutes les personnes concernées, une solution de compromis consensuelle, qui, selon l'avis de Rico Saxer, existe. Quelles réflexions il se fait et quelles possibilités de solutions diverses sont discutées, il l'explique dans cette interview.

Depuis 40 ans, on discute à Santa Maria s'il faut un contournement ou non. Qu'est-ce qui parle en vérité contre un contournement?

L'atteinte à la nature est trop importante. Nous sommes convaincus qu'il existe de meilleures solutions qu'un contournement pour gérer la fréquence relativement petite d'automobiles qui roulent à travers le village. Nous sommes de l'avis qu'il y a une bonne solution dans le village, afin que le village puisse aussi survivre dans l'avenir.

Quel est le nombre de voitures qui traversent le village?

Le week-end dernier, nous avons eu une pointe de 4900 voitures par jour. Mais c'est une pointe que nous avons pendant trois ou quatre week-ends par année. Normalement, c'est moins, la valeur la plus basse est de 1000 voitures.

Combien d'habitants le village compte-t-il?

Le village compte 380 habitants. La tendance est une diminution progressive, si cela continue de cette façon.

Quelle serait la signification pour le village, si le contournement était construit?

Le village disparaîtrait sûrement lentement, si le contournement était construit. On le constate dans d'autres exemples; quand il y a un contournement, on n'entre plus au village en voiture. Nous sommes un village économiquement faible. La problématique du village va persister. Le rétrécissement va rester.

Nous avons toutes les trente minutes un car postal, ou de l'Engadine ou provenant de l'autre côté. Les passants n'ont toujours pas assez de place pour traverser comme piéton le village. Par le contournement, on n'améliore rien pour le village. On laisse tout pareil, et le village est laissé à l'abandon. Notre commune de Val Müstair n'a pas assez d'argent pour changer en grand quelque chose. C'est pourquoi la «communauté d'intérêts contournement» est de l'avis que nous devons avoir le partenaire fort, c'est-à-dire le canton, derrière nous. Nous pourrions persister à mener le trafic à travers le village si nous sacrifions deux maisons. Il est question de deux maisons, et nous aurions résolu 75 % des problèmes.

Qu'est-ce que cela signifie exactement? Quelles sont les possibilités pour résoudre les problèmes de circulation dans le village?

Une mesure serait de démolir les deux maisons qui sont responsables du rétrécissement. Une des deux maisons est dans un très mauvais état. Les fondations pourrissent lentement, et d'après mes informations, les propriétaires n'investissent plus rien dans la maison. La deuxième maison est un ancien hôtel, qui est depuis longtemps fermé, et une pancarte «A vendre» y est accroché depuis longtemps. Les chances de trouver une solution judiciaire pour notre village n'ont jamais été aussi bonnes ces dernières 40 années qu'aujourd'hui. Nous pourrions enlever ces deux maisons. Nous avons plus de 100 maisons anciennes dans le village. Si nous en enlevions deux, nous pourrions former un beau centre du village. Personne n'en sera triste, si l'on a davantage de place pour circuler à pied ou en voiture après.

Qu'en pense le patrimoine culturel?

On pourrait les enlever, parce qu'elles sont seulement sous faible protection. Je sais d'une source digne de foi, que l'on n'est pas négatif en ce qui concerne une démolition. Mais ici nous avons d'un côté la protection du paysage et de l'autre côté, le patrimoine culturel. Dans cette situation, à mes yeux, la protection du paysage est plus importante que deux vieilles maisons que personne ne veut acheter. Une situation gagnant-gagnant ne va pas être possible, l'un ou l'autre devra céder. On doit peser ce qui est plus important: enlever aux paysans la terre ou démolir deux maisons. Mon avis est que l'on peut plutôt se passer des deux maisons, mais peut-être existe-t-il aussi une solution sans devoir démolir les maisons. Il y a une entreprise qui ne fait rien d'autre que de résoudre des problèmes de trafic dans toute la Suisse. Peut-être qu'un signal lumineux dirigé par fréquence serait une option.

Nous devons trouver la solution la meilleure et la plus praticable par ensemble avec le patrimoine culturel, la protection du paysage, les partisans et les opposants. Nous devons trouver une solution, derrière laquelle tout le monde peut se poser.

Si le trafic contourne le village, qu'est-ce que cela signifie pour le commerce dans le village?

La haute saison est surtout en été et en automne, concrètement de fin juin à fin octobre. Là, nos petites entreprises sont bien occupées. Mais l'année n'a pas seulement quatre mois. Même si dans les huit autres mois, le chiffre d'affaires est plus bas, il y a toujours l'une ou l'autre voiture qui passe et s'arrête. Si nous faisons le contournement, ces clients sont perdus. Ceux-là vont à Zerne, où ils doivent à nouveau traverser un village, ou ils vont directement au Tyrol du Sud. Si vous me le demandez, les hôtes pour Santa Maria sont perdus. En hiver, nous sommes très faibles. Autour de nous, il y a d'énormes domaines skiables, nous sommes presque les seuls qui n'avons rien. Avec le champion du monde Dario Cologna, nous avons pu un peu prendre pied. Ces prochaines années, nous pouvons sûrement gagner encore quelques hôtes avec le ski de fonds. Mais c'est très difficile. Si l'on dit à Zurich, que l'on vient du Val Müstair, l'on sait bien où il se trouve, c'est-à-dire très loin. C'est trop loin pour y venir pour une journée. Quand le contournement se fait, personne n'entrera plus dans le village. En passant, on verra quelques toits, mais rien qui inviterait à s'arrêter. Il n'y aura aucune raison d'entrer dans le village. Le trafic sera conduit à côté, et le commerce dans le village va le ressentir douloureusement. Quand en été il y a des hôtes, alors le matin, ils partent à 9 heures sur les hauteurs et reviennent le soir à la maison. Pendant ce temps, les magasins et les hôtels sont vides. Mais en ce moment, il y a toujours des vacanciers, qui font une pause et déjeunent sur la terrasse ensoleillée des restaurants ou hôtels. Ceux-là disparaîtraient totalement.

Comment est l'ambiance dans la population?

Les opinions sont partagées. Malheureusement, il est arrivé une chose que nous ne



Rico Saxer avec une esquisse du contournement planifié. (photo thk)

voulions pas lorsque nous avons fondé la communauté d'intérêts. Le but de la communauté était de trouver le plus vite possible une solution raisonnable. Maintenant il y a une anti-communauté d'intérêts qui est pour le contournement. Ce n'était pas le but. Cette situation, nous l'avons depuis des années. Maintenant nous avons fondé un groupe avec des opposants, des partisans, la protection du paysage, le patrimoine culturel et nos représentants de la commune, afin de trouver un consensus et un but commun, que la plupart de la population puisse partager.

Cela serait un compromis véritablement suisse et un signal pour dialoguer...

... Oui, justement, tout autre chose n'a pas de sens et n'aboutit à rien. C'est pourquoi notre communauté d'intérêts a fait la démarche qu'un représentant de l'entreprise «Metron» vient une fois chez nous et examine différentes variations de trafic à travers le village. Si l'on trouve une solution valable, on pourrait beaucoup économiser. Mais malheureusement, le canton n'a pas beaucoup d'intérêt à économiser des coûts. Avec une variation à travers le village, on pourrait économiser plus que la moitié des coûts.

Avec cet argent, on pourrait acheter les deux maisons et ensuite les démolir. Cela coûterait sûrement moins cher que les 20 millions d'un contournement, dont personne ne sera heureux à la fin. Ce que l'on doit savoir aussi, c'est que le planning du contournement date des années 70. Aujourd'hui, 40 ans plus tard, il y a de tout autres idées et considérations.

Monsieur Saxer, je vous remercie de cet entretien.

La protection d'importants biens culturels dans le Val Müstair

Interview de Raimund Rodewald, directeur de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage

thk. La route de contournement prévue aurait des conséquences dévastatrices sur la nature et l'homme et repousserait le problème vers les villages environnants. Dans l'interview ci-après Raimund Rodewald, directeur de la Fondation pour la protection et l'aménagement du paysage, explique de manière plausible quels trésors se cachent dans le Val Müstair et quelles pourraient être les alternatives à un contournement.



Comment jugez-vous la situation routière à Santa Maria dans le Val Müstair?

Depuis des années, j'étais encore et toujours et à différentes saisons dans le Val Müstair et la situation routière n'y est pas aussi dramatique qu'on le fait croire. En pleine saison d'été, nous avons un problème relativement grand les jours de pointe. Cela provient du fait que nous avons un système routier triangulaire. Le problème se pose quand de toutes les trois directions des véhicules se dirigent

vers l'impasse d'une longueur d'environ 150 mètres, c'est là que se forme le bouchon classique. Mais pour être sincère, je ne l'ai vécu que quelques rares week-ends d'été ou une fois en hiver pendant la période des vacances. Sinon la circulation est assez fluide. A vrai dire, c'est plutôt l'exposition aux bruits que nous avons en général dans le Val Müstair, qui me gêne. Cela me paraît un problème beaucoup plus grand que les bouchons à Santa Maria.

Quel sera l'impact de la route de contournement prévue par le canton sur les humains et l'environnement?

Le contournement est situé au côté sud. Cela veut dire que le tracé traverserait une zone habitée. C'est pourquoi le tracé de route doit être mis en place vers l'amont. Cela serait une entaille très forte, qui changerait la situation du village routier de Santa Maria complètement, et nous aurions une propagation de bruit énorme que nous ne connaissons pas ainsi aujourd'hui. Près des villages d'en haut, Fuldera et Valchava, la topographie obligera les motos et autres véhicules à accélérer, ce qui mènera à une expansion du bruit dévastatrice sur les pentes. En plus de l'exposition au bruit et d'un change-

ment de la structure de l'habitat, il y aurait la perte de terres arables. La vallée se positionne comme biosphère et faisait déjà dans le passé grand cas des terres arables. Lors de l'amendement des années 70, on a essayé de maintenir les terres cultivables pour les communes et d'améliorer les structures en faveur de l'agriculture. Maintenant, on y va et détruit non seulement les terres, mais on divise aussi la surface de terres cultivables. Cela est absolument contraire aux intérêts de l'agriculture.

Est-ce que le canton n'a pas assez tenu compte de ces choses-là ou n'y a-t-il tout simplement pas d'alternative?

Le canton ne s'est pas compliqué la vie. Ils ont inscrit sur le plan un contournement. Il y a 16 ans, lorsque c'était déjà à l'actualité, on avait plaidé pour un contournement du côté nord, situé vers le Rombach. Bien sûr, cela a provoqué l'intervention des protecteurs de la nature pour qui c'était hors de question étant donné qu'on avait revitalisé le Rombach. On voulait préserver les zones près de la rive. Cette solution n'était pas non plus réalisable. Le canton a pris le chemin le plus facile. On a tracé une route confortable, sans proposer des alternatives.

Quelle serait une alternative, y a-t-il une autre possibilité que de passer à travers le village?

J'ai écrit une lettre à la commune de Val Müstair et j'ai exposé mon opinion là-dessus plusieurs fois dans les médias. Un expert en questions routières de notre fondation, qui s'y connaît bien, lui aussi, dit sans équivoque qu'une route de contournement est inadmissible sans avoir sondé préalablement toutes les mesures. Ce que nous avons proposé, c'est une signalisation intelligente, cela veut dire, qu'on relèverait avec des caméras le nombre de véhicules se dirigeant vers l'impasse d'environ 150 mètres de longueur. Les heures de pointe, on mettrait en marche cette signalisation intelligente. C'est-à-dire l'installation de signalisation s'activerait lorsque le volume du trafic serait grand.

Y a-t-il encore d'autres possibilités?

Nous avons besoin d'une modération du trafic dans les villages. Il s'agit ici d'une route cantonale, or il existe déjà des décisions judiciaires permettant d'installer des zones à 30 km/h sur les routes cantonales traversant les villages. Il faut pourtant dire que le Val

«La protection d'importants biens ...»

suite de la page 7

Müstair tout entier a trop de trafic, surtout un trafic de loisirs exagéré. Cela nuit au tourisme et au parc national, aux riverains et à ceux qui cherchent du repos. C'est pourquoi on devrait développer un concept routier pour le Val Müstair tout entier. On devrait aussi inclure Müstair et Taufers de l'autre côté de la frontière. Il ne faut pas considérer Santa Maria comme cas isolé.

Comment peut-on continuer?

Dans la lettre adressée à la commune, nous avons proposé d'élaborer une étude sur place avec la communauté d'intérêts. Nous avons proposé des entreprises qui pourraient aider à construire une installation de signalisation intelligente. Ainsi on pourrait présenter une alternative. Notre fondation pourrait même contribuer de manière modeste au financement d'une telle étude. Le but est de donner un fondement objectif au débat et d'arriver à une solution commune judicieuse, dont tout le monde profite.

Vous venez de mentionner qu'il y a des terres cultivables de très grande qualité dans le Val Müstair. Quelle en est l'importance pour l'agriculture dans le Val Müstair?

L'agriculture est d'une très grande importance là. On doit savoir que l'agriculture du Val Müstair est une des raisons pour laquelle cette région est reconnue comme biosphère. La raison est aussi, que c'est une des plus belles vallées de la Suisse toute entière. Si l'on harcèle l'agriculture dans le fond de la vallée encore davantage, alors on va aussi compromettre sur les hauteurs l'exploitation des pentes dans le Val Mora. La base pour l'élevage, c'est-à-dire la culture de fourrage, se trouve au fond de la vallée. La route de contournement prévue ne serait pas seulement une perte quantitative de terres agricoles, mais aussi une rupture, qui dérangerait l'agriculture à grande échelle. Les installations d'irrigation qu'on a construites avec des subventions coûteuses de la Confédération, seraient totalement inutiles dans la région de Santa Maria, car tout ce que nous avons réalisé depuis les années 70 ne conviendrait plus à la situation. Ce qu'on avait fait à l'époque, n'était pas toujours en faveur de la nature et de l'environnement, mais avec cette planification on rendrait un mauvais service à l'agriculture.

Vous avez mentionné le système d'irrigation comme quelque chose de spécial. Qu'est-ce qu'on a installé à l'époque pour beaucoup d'argent? Est-ce qu'on a restauré les anciennes installations que l'on trouve dans l'Engadine et le Valais, ou est-ce qu'on a construit des systèmes tout neufs?

Dans les années 70, on a commencé en collaboration avec d'autres communes hors de la vallée avec l'amélioration en regroupant les superficies dans le Val Müstair. Ceci a été réalisé avec beaucoup d'engagement et beaucoup de subventions. On a misé fortement sur la culture de fourrage et l'économie laitière. Par conséquent, on a construit des fromageries et agrandi le réseau routier. On a posé des conduites de lait sur les alpages. Avec les projets de l'époque on n'est pas vraiment à l'échelle de l'agriculture d'aujourd'hui. Dans la perspective d'aujourd'hui on a agi trop radicalement tout en acceptant une perte en biodiversité. Les anciens champs de blé sur les cônes d'éboulement dans le Val Müstair ont bien sûr disparu et l'économie laitière a également changé. Les paysans ont converti leur exploitation dans la garde de vaches-mères. Les structures développées à l'époque ne sont plus rentables aujourd'hui. Il y a de nouveau certains paysans qui veulent s'orienter vers la culture du blé. Pour cela le système d'irrigation ne correspond plus.

Ce qu'on a également détruit à l'époque, ce sont les *Auals*, les bisses, tels qu'on les trouve dans le Tyrol du Sud, dans le Val Venosta. Depuis quelques années, nous avons commencé à sensibiliser les gens à propos des anciens bisses. Ensemble avec *Biosfera* nous avons établi un inventaire, ce qui a été financé par notre fondation et l'aide d'autres organisations partenaires. Sur les pentes nous avons trouvé une variété relativement grande: d'anciennes douves et des canaux en bois et en plus beaucoup d'histoires y relatives.

Comment la population a-t-elle réagi?

Elle a réagi avec beaucoup d'enthousiasme à la redécouverte de cette tradition.

Quelle est la fonction de ses Auals et y en a-t-il encore beaucoup d'exemplaires?

Entretemps, nous avons pu réactiver cinq bisses, c'est-à-dire des Auals, ce qui a bien sûr des raisons touristiques, mais ce qui est aussi important pour le drainage des pentes glissantes dans le Val Müstair. Certes, on a pu promouvoir et soutenir l'irrigation du paysage alpin sec grâce à ces Auals. Mais ils ont aussi une fonction de drainage. Là nous sommes actifs depuis des années, et aussi le tourisme s'est aperçu qu'il s'agit d'un bien culturel très important.

De quelle époque ces installations datent-elles?

Les sources que nous avons trouvées, les soi-disant «Rodel», sont des droits des eaux fixés par écrit, tels qu'on les trouve au Valais, au Val Venosta ou dans d'autres régions des Alpes. Il y en a qui remontent au XVII^e siècle. Au Val Müstair, on en a trouvé du XIX^e siècle. On trouve les documents les plus anciens aux archives de l'archevêché de Coire. Pour le Val Venosta, nous savons qu'il y en a eu aux XII^e/XIII^e siècles déjà. Nous pouvons donc partir de l'hypothèse que le système des eaux est aussi ancien que le peuplement durable dans cette vallée. Il est d'origine médiévale, certainement.

Comment ces systèmes d'irrigation et de drainage fonctionnent-ils? Est-ce qu'on se sert des eaux de surface, coulent-elles dans des canaux souterrains, comment celui qui n'est pas expert peut-il imaginer tout cela?

Au Valais les canaux sont alimentés d'eau provenant directement du glacier, dans le Val Müstair par contre la situation est complètement différente. Nous n'y avons pas de zone d'approvisionnement par des glaciers, mais des zones de neige. La terre étant très riche en eau et des fossés verticaux amenant l'eau, on a établi les canaux d'eau en partie à la hauteur de 2000 mètres, à travers les pentes sèches vers les fermes particulières. L'agriculture se faisait, au Val Müstair, jusqu'à une altitude de 1800 mètres, donc très loin. Avant tout, on a irrigué les prés et moins les champs. On a transporté l'eau de ces fossés verticaux parallèlement à la pente. Cela se faisait, en partie, sur une longueur de plusieurs centaines de mètres, quelquefois de kilomètres, jusqu'aux champs des fermes situées dans la vallée ou sur les pentes. C'était nécessaire pour la survie. Après, on a fait bifurquer les canaux dans les fossés voisins. Les propriétaires privés de prés les ont fait partir du canal principal, à l'aide de dalles et de pelles en les amenant en zig-zag sur leurs prés.

Comment étaient réglés les droits de propriété?

Pour le système des canaux en tant que tel, c'était la commune qui en était responsable. Pour les tuyaux d'amenée, le transport des eaux, c'était toujours une communauté, soit la communauté villageoise au sens ancien du terme ou une corporation, une association de propriétaires au sens d'une coopérative, auxquelles revenait la responsabilité. C'est un très beau modèle de coopération commune, de dépendance mutuelle. Personne n'avait le droit d'utiliser l'eau à sa guise, mais on devait se soumettre à certaines règles, qui reconnaissaient l'eau à chacun, mais ce n'était pas ainsi que chacun pouvait en tirer un rendement maximal. Au fond, c'est un principe idéal de l'économie qui a été confirmé par le fait qu'en 2009 on a attribué le prix Nobel à *Ellinor Ostrom*, qui avait analysé exactement ces centres de distribution des eaux, pas au Val Müstair, mais au Valais. Au Val Müstair, cela a fonctionné de façon semblable.

Il saute aux yeux que la forme d'organisation de la coopérative s'est développée ici même et est restée intacte comme mode d'organisation sensé jusqu'à nos jours.

Est-ce que des jeunes peuvent aider à faire ces restaurations tout en apprenant l'importance des systèmes d'irrigation et leur histoire?

Bien sûr que oui. Contrairement aux systèmes d'arrosage, les canaux ont toujours été amenés ouverts et ce n'est que dans les années 50 qu'on a mis des tuyaux. Avec cela, on ne les

Travail bénévole sensé pour adolescents

De mémoire d'homme, nous sommes dépendants de la forêt de montagne comme forêt de protection. Elle nous protège des avalanches, des chutes de pierres, de l'érosion et de la crue. En même temps, elle sert de biotope pour beaucoup d'espèces animales et de plantes, elle sert d'espace de détente et de fournisseur de bois.

Projet forêt de montagne

Le *Projet forêt de montagne*, fondé en 1987, est une fondation à but non lucratif à Trin dans le canton des Grisons.

But de la fondation

La fondation *Projet forêt de montagne* a pour but de promouvoir le maintien, le soin et la protection de la forêt et du paysage aménagé dans les montagnes, notamment par des travaux de soin et d'assainissement et par la promotion de la compréhension du public à l'égard des exigences de la forêt.

Depuis le début, plus de 34000 bénévoles ont travaillé, par le biais du *Projet de forêt de montagne*, dans les forêts de montagne de la Suisse, de l'Allemagne,

d'Autriche, de la Catalogne, de l'Ukraine et de la Principauté du Liechtenstein. Au niveau politique et confessionnel, la fondation est neutre.

Idee et objectif

Des profanes forestiers vont dans la forêt de montagne et effectuent des travaux bénévoles. Sur place, ils apprennent par des experts les réalités et les rapports du système écologique fascinant de la forêt de montagne. Par leur travail, les bénévoles vivent de tout près la forêt de montagne et contribuent activement à la sauvegarde de ses effets protecteurs variés. Cela encourage la conscientisation personnelle et écologique.

Financement

Le travail de la fondation *Projet de forêt de montagne* est possible grâce à des dons, des legs, des cotisations des organisations partenaires et des propriétaires de forêt.

Source: www.bergwaldprojekt.org

(Traduction Horizons et débats)

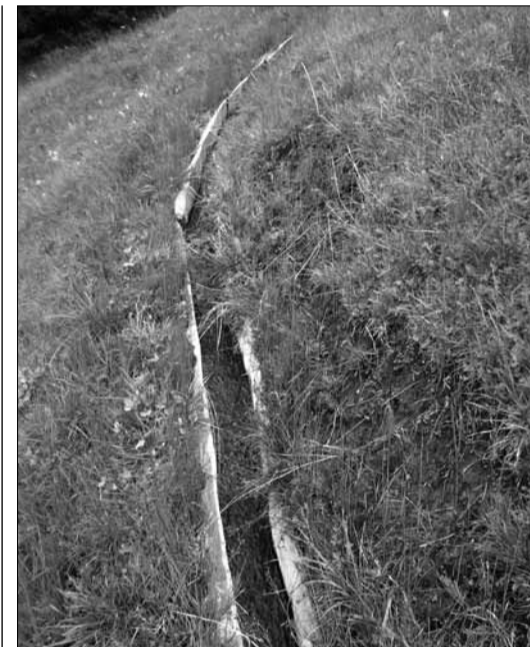


Aual Foppumwasch (photo archiv SL)

voyait plus et on n'y pensait plus. On les a oubliés, tout simplement. C'est pourquoi les agriculteurs ont commencé d'installer des systèmes d'arrosage sur les pentes. C'est notre objectif de faire ressortir ces anciens canaux en surface. Mais il faut maîtriser l'infiltration de l'eau dans le sol. D'un côté, l'infiltration fait du bien à la forêt des montagnes parce que l'eau descend aux racines. De l'autre côté, il y a une assez grosse perte d'eau. Il faut mettre des troncs d'arbres évidés dans le sol. Cela exige beaucoup de peine. C'est pourquoi nous avons lancé un projet de forêt de montagne au Val Müstair. Ce sont des campagnes de volontaires avec des jeunes sous la direction du service des forêts qui, année après année, réaménagent ces canaux. Chaque année, au printemps, il faut les «mettre en état de fonctionner» pour amener l'eau du canal principal dans les autres canaux. En automne, on les sépare à nouveau pour qu'il n'y ait pas de dégâts en hiver. Il faut sortir le feuillage et la terre, tombés dans les canaux. Chaque année, c'est un grand travail. Ce qui est très positif, c'est que ce travail peut être fait par des volontaires. On travaille, la plupart du temps, avec des bénévoles venant de toute la Suisse, tout particulièrement des jeunes, pour remettre en fonction ces canaux.

Quand un enseignant aimerait s'engager pour un tel projet avec sa classe, à qui peut-il s'adresser?

On peut s'adresser directement au projet de la forêt de montagne. Il y a aussi un at-



Aual Putschai (photo archiv SL)

lier de la forêt de montagne. C'est une deuxième organisation qui travaille aussi avec des adultes. On peut s'adresser au projet de la forêt de montagne et dire qu'on aimerait volontiers contribuer avec l'école ou la classe. Mais on peut aussi s'annoncer directement à la *Biosfera Val Müstair*.

Monsieur Rodewald, nous vous remercions de cet entretien.



L'interview de Rico Saxer a été faite juste avant la visite d'un expert de «Metron» à Santa Maria qui a examiné le «rétrécissement» en détail. «Metron» est une entreprise spécialisée aux solutions des problèmes de trafic. Le résultat de l'analyse est la tentative de régler le passage à travers le village par un signal lumineux dirigé par fréquence pendant les mois de juillet et d'août. (photo thk)